



## COMMUNE D'UCCLE GEMEENTE UKKEL

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 22 juin 2023, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 22 juni 2023, om 18:30.

Uccle, le 20 juin 2023  
Ukkel, 20 juni 2023

### CONSEIL COMMUNAL DU 22 JUIN 2023 GEMEENTERAAD VAN 22 JUNI 2023

#### [NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#) [AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)

#### SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Secrétariat central - Centraal secretariaat

#### 1 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 27 avril 2023.**

---

**Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 27 april 2023.**

---

#### 2 **Absence du Secrétaire communal adjoint.- Prolongation d'un Secrétaire communal adjoint faisant fonction.**

Le Conseil,

Considérant que M. Thierry Bruier-Desmeth a annoncé qu'il reprendrait ses fonctions de Secrétaire communal adjoint à l'issue de son absence pour convenances personnelles dont la date d'échéance est fixée le 30 juin 2023;

Que dans les faits, il ne reprendra l'exercice de sa fonction qu'à la date du 10 juillet 2023 après quelques jours de congé;

Que Mme la Secrétaire communale sera également absente lors de la semaine du 1er juillet 2023; Vu l'article 44 de la nouvelle loi communale qui prévoit que : « *le secrétaire adjoint aide le secrétaire dans l'exercice de ses fonctions. Il accomplit d'office toutes les fonctions du secrétaire si celui-ci est absent ou empêché* »;

Considérant que pour des raisons de continuité du service public et de bonne organisation de l'administration communale, il est opportun, de prolonger M. Aron Misra comme Secrétaire communal adjoint faisant fonction durant l'absence de M. Bruier-Desmeth soit du 1er juillet 2023 au 9 juillet 2023 inclus ; qu'en effet, sa dernière prolongation dans cette fonction arrive à échéance le 30 juin 2023,

Décide de prolonger M. Aron Misra, Directeur du Département du Facility Management, comme Secrétaire communal adjoint faisant fonction du 1er juillet 2023 au 9 juillet 2023 inclus.

---

**Afwezigheid van de adjunct-gemeentesecretaris.- Verlenging van de aanstelling van een waarnemend adjunct-gemeentesecretaris.**

De Raad,

Overwegende dat de h. Thierry Bruier-Desmeth aangekondigd heeft dat hij zijn functie van adjunctgemeentesecretaris zou hernemen na zijn afwezigheid om persoonlijke redenen, waarvan de vervalddag vastgelegd is op 30 juni 2023;

Dat hij in werkelijkheid zijn functie pas zal hernemen op 10 juli 2023, na enkele dagen verlof;

Dat de gemeentesecretaris eveneens afwezig is in de week van 1 juli 2023;

Gelet op artikel 44 van de Nieuwe Gemeentewet, dat luidt: "*De adjunct-secretaris staat de secretaris ter zijde bij de uitoefening van zijn ambt. Hij vervult van ambtswege alle taken van de secretaris wanneer deze afwezig of verhinderd is*";

Overwegende dat het met het oog op de doorlopende openbare dienstverlening en de goede organisatie van het gemeentebestuur wenselijk is om de aanstelling van dhr. Aron Misra als waarnemend adjunct-gemeentesecretaris te verlengen tijdens de afwezigheid van dhr. BruierDesmeth, hetzij van 1 juli 2023 tot en met 9 juli 2023; dat zijn laatste verlenging in deze functie immers afloopt op 30 juni 2023, Beslist :

De aanstelling van dhr. Aron Misra, directeur van het departement Facility Management, als waarnemend adjunct-gemeentesecretaris te verlengen van 1 juli 2023 tot en met 9 juli 2023.

---

**3 Brutélé / Enodia.- Approbation de la convention de marché conjoint avec Enodia et désignation du représentant de la Commune au sein du comité de gestion pour l'attribution et l'exécution de ce marché. (l'urgence sera demandée) (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu les articles 117, 232, et 234 de la Nouvelle loi communale;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 avril 2023;

Vu la convention de cession de l'intégralité des parts de la société intercommunale pour la diffusion de la télévision (Brutéle) conclue entre Enodia et les communes anciennement associées de Brutélé le 23 décembre 2021, en particulier ses articles 16 et 21.1.2 ainsi que son annexe 17;

Vu les délibérations du conseil d'administration de Brutélé du 18 avril 2023 et du 31 mai 2023 avant le transfert et l'absorption de cette dernière;

Vu la convention entre pouvoirs adjudicateurs relative à la passation et à l'exécution d'un marché conjoint portant sur la désignation d'un gestionnaire d'actifs financiers du 1<sup>er</sup> juin 2023 avec Enodia et ses deux annexes;

Considérant que l'article 16.1.1 de la convention de cession précitée du 23 décembre 2021 prévoit que les cédants des parts de Brutélé, dont la commune, tiennent l'acquéreur Enodia indemne de la charge économique que représente l'ensemble des avantages de retraite et de survie du personnel statutaire actif et rentier de Brutélé afférents, pour le personnel actif, à la partie de carrière au sein de la société Brutélé jusqu'à la date du transfert de celle-ci, ci-après la « Charge de Pension »;

Qu'à cet effet, un montant total de 101,4 millions d'euros a été provisionné, par prélèvement sur la somme obtenue en contrepartie de la cession des parts intervenue, en vue de couvrir l'estimation du passif net consolidé relatif aux avantages de retraite et de survie du personnel statutaire actif et rentier de Brutélé et afférents, pour le personnel actif, à la partie de carrière chez Brutélé jusqu'à la date du transfert de celle-ci (l'« Estimation de Base au Transfert » selon la convention de cession précitée du 23 décembre 2021) qui seront dus au fur et à mesure au cours des années à venir;

Qu'aux termes de l'article 16.2.2 de la convention de cession précitée, « [c] es fonds seront investis par l'Acquéreur avec prudence. L'Acquéreur veillera ainsi à obtenir une suffisante diversification et une répartition des investissements afin de minimiser le risque. L'Acquéreur et les Représentants des Vendeurs s'accorderont sur le choix du ou des gestionnaires de fonds de premier plan qui assureront la gestion de ces investissements ainsi que sur la définition de la stratégie d'investissement. L'Acquéreur communiquera les rapports périodiques des gestionnaires aux Représentants des Vendeurs et s'accorderont avec eux sur les éventuelles modifications à apporter à la stratégie d'investissement »;

Considérant que par délibération du 18 avril 2023, le conseil d'administration de Brutélé, agissant comme représentant de ses communes associées et venderesses conformément aux articles 21.1.1 et 21.2.8 de la convention de cession précitée, a décidé de marquer accord quant au lancement d'un marché public de désignation d'un gestionnaire des fonds constitutifs de l'Estimation de Base au Transfert dont question ci-avant, et d'approuver la conclusion à cet effet d'une convention de marché conjoint avec Enodia dans le cadre de laquelle cette dernière assume le rôle de pouvoir adjudicateur « pilote »;

Que ce marché serait conclu pour une durée de cinq ans reconductible pour deux fois périodes de même durée, sauf résiliation de la mission du gestionnaire;

Que la passation de ce marché public de désignation du gestionnaire a été lancée, six établissements financiers ayant été invités le 2 mai 2023 à remettre offre;

Que l'attribution de ce marché est actuellement en cours par Enodia, celle-ci ayant sollicité, le 31 mai 2023 après un premier examen des offres remises pour ce marché et en sa qualité de pouvoir adjudicateur « pilote », une proposition revue auprès de l'ensemble des soumissionnaires, afin de recueillir les meilleures offres possibles;

Que ce marché est régi par le cahier des charges et les ajustements apportés à celui-ci par *addendum* du 26 mai 2023 tous deux annexés à la convention de marché conjoint du 1<sup>er</sup> juin 2023, et figurent en pièces jointes à la présente délibération;

Qu'ensuite et en raison des questions et observations posées par les soumissionnaires dans le cadre de l'invitation à remettre des propositions revues, le cahier spécial des charges tel qu'amendé pourra faire l'objet de précisions et corrections en vue de permettre la remise d'offres revues;

Que ces précisions et corrections seront soumises à l'approbation du représentant de la commune désigné conformément à la présente délibération, sans préjudice de la possibilité pour Enodia de communiquer au préalable celles-ci aux différents soumissionnaires pour assurer le bon déroulement de la procédure;

Considérant que par délibération du 31 mai 2023, le conseil d'administration de Brutélé, agissant en tant que représentant de ses communes associées conformément à la convention du 23 décembre 2021

et aux délibérations que celles-ci avaient adoptées, a décidé de conclure la convention de marché conjoint avec Enodia, qui a été signée le 1<sup>er</sup> juin 2023;

Qu'en vertu de l'article 7, alinéa 2, de cette convention de marché conjoint, la décision d'attribution du marché sera adoptée sous la condition suspensive de l'approbation de ladite convention par les trente communes anciennement associées de Brutélé;

Que les fonds constitutifs de l'Estimation de Base au Transfert doivent dans l'intervalle être, et ont été, placés sur un compte à terme qui présente un rendement généralement moindre;

Qu'il est de l'intérêt de la commune d'approuver la convention de marché conjoint du 1<sup>er</sup> juin 2023 et ses annexes afin que celui-ci puisse être attribué et permettre ainsi d'assurer un meilleur rendement pour l'Estimation de Base au Transfert et de pouvoir honorer au mieux la Charges de Pension, dont la commune demeure redevable conformément à l'article 16.1.1 susvisé de la convention de cession du 23 décembre 2021;

Considérant qu'ensuite du transfert intervenu le 1<sup>er</sup> juin 2023 conformément à la convention de cession du 23 décembre 2021, Brutélé a été absorbée par Enodia et a dès lors cessé d'exister en tant qu'entité;

Qu'il en résulte, conformément à l'article 21.1.2 de ladite convention, que la commune et les autres communes anciennement associées de Brutélé sont désormais représentées par les personnes listées à l'annexe 17 de la convention;

Qu'une telle représentation, à l'intervention de pareil ensemble de personnes, ne rencontre pas les impératifs de suivi, de promptitude et d'expertise dans la gestion du marché public de gestion d'actifs financiers dont question, qui sont de l'intérêt de la commune, et n'apparaît guère praticable pour les besoins de cette gestion;

Que la convention précitée de marché conjoint du 1<sup>er</sup> juin 2023 prévoit pour sa part un mécanisme de représentation de la commune au sein d'un Comité de gestion institué à cet effet en vue de l'attribution et la gestion de l'exécution du marché public en question;

Que ce Comité de gestion est composé de deux représentants d'Enodia et de deux représentants des communes anciennement associées de Brutélé;

Qu'il est investi des missions et pouvoirs de décision visés en particulier à l'article 6 de la convention de marché conjoint et dont également question en son article 4, ses résolutions étant prises à l'unanimité;

Considérant que ce mécanisme de représentation assure une prise en compte des intérêts de la commune dans la conduite du marché public relatif à la gestion des fonds constitutifs de l'Estimation de Base;

Qu'aux termes de l'article 6 de la convention précitée du 1<sup>er</sup> juin 2023, « [I]es représentants tant d'ENODIA que des 30 Communes associées de BRUTELE devront au préalable justifier d'une compétence significative et d'un profil adéquat pour assurer les missions et compétences du comité de gestion »;

Qu'il y a lieu, comme décidé dans la délibération du conseil d'administration de Brutélé du 31 mai 2023, de désigner, en tant que représentant de la commune au sein du Comité de gestion prévu en vue de l'exercice des missions et pouvoirs de décision visés dans la convention de marché conjoint du 1<sup>er</sup> juin

2023, le ou la bourgmestre de la commune située en Région de Bruxelles-Capitale qui disposait au 31 mai 2023 du nombre de parts le plus élevé dans Brutélé, ou le ou la représentant(e) que ce bourgmestre désignera pour le remplacer dans ce cadre et sous son autorité et qui justifiera d'une compétence significative et d'un profil adéquat pour assurer les missions et compétences du comité de gestion;

Que le représentant dudit bourgmestre sera désigné après accord préalable des bourgmestres des autres communes anciennement associées de Brutélé situées en Région de Bruxelles-Capitale;

Que le ou la bourgmestre ainsi désigné(e), ou son représentant, agira conjointement avec le représentant désigné par les communes anciennement associées de Brutélé situées en Région wallonne;

Considérant qu'il convient en conséquence d'approuver la convention de marché conjoint avec Enodia du 1<sup>er</sup> juin 2023 pour la désignation du gestionnaire des fonds constitutifs de l'Estimation de Base au Transfert avec ses deux annexes, et de désigner le représentant susdit pour représenter la commune dans le Comité de gestion institué par celle-ci aux conditions précédemment exposées;

### **PAR CES MOTIFS :**

Le Conseil communal, après en avoir délibéré,

### **DÉCIDE :**

#### **Article 1<sup>er</sup>.**

D'approuver la « convention entre pouvoirs adjudicateurs relative à la passation et à l'exécution d'un marché conjoint portant sur la désignation d'un gestionnaire d'actifs financiers » avec Enodia du 1<sup>er</sup> juin 2023 ainsi que ses deux annexes, jointes à la présente délibération.

#### **Article 2.**

De charger le ou la bourgmestre de la commune située en Région de Bruxelles-Capitale qui disposait, au 31 mai 2023, du nombre de parts le plus élevé dans Brutélé, ou la personne que ce bourgmestre désigne pour le remplacer dans ce cadre et sous son autorité laquelle justifiera d'une compétence significative et d'un profil adéquat pour assurer les missions et compétences du Comité de gestion, et étant entendu que ce délégué dudit bourgmestre sera désigné après accord préalable des bourgmestres des autres communes anciennement associées de Brutélé situées en Région de Bruxelles-Capitale, en tant que représentant de la commune dans l'attribution et l'exécution du marché public faisant l'objet de la convention du 1<sup>er</sup> juin 2023 visée à l'article 1<sup>er</sup> aux fins de :

- i. siéger au nom et pour compte de la commune au sein du comité de gestion institué par ladite convention;
- ii. exercer, au nom et pour compte de la commune, l'ensemble des tâches, missions et pouvoirs de décision impartis à ce comité de gestion, en particulier ceux visés aux articles 4 et 6 de cette convention;
- iii. approuver avec Enodia et au nom et pour compte de la commune les précisions et corrections qui seraient apportées au cahier des charges;
- iv. désigner, avec Enodia et au nom et pour compte de la commune, le gestionnaire de fonds qui assurera la gestion des investissements des montants constitutifs de l'Estimation de Base au Transfert, et définir la stratégie d'investissement conformément aux dispositions de la convention de cession conclue le 23 décembre 2021, pour la durée de cette gestion, en ce compris, le cas échéant, le remplacement du gestionnaire désigné, ainsi que désigner, s'il y a

lieu, dans ce cadre avec Enodia et au nom et pour compte de la commune le dépositaire des fonds;

- v. accomplir toutes démarches, mesures et actes, signer tous documents aux fins décrites ciavant et liées à celles-ci, aux conditions décrites dans la convention de marché conjoint.

D'arrêter que ce bourgmestre ou son délégué agira, dans ce cadre, conjointement avec le représentant désigné par les communes anciennement associées de Brutélé situées en Région wallonne.

---

**Brutélé / Enodia.- Goedkeuring van de gezamenlijke opdrachtovereenkomst met Enodia en aanstelling van de vertegenwoordiger van de Gemeente in het beheerscomité voor de gunning en uitvoering van deze opdracht. (de hoogdringendheid zal gevraagd worden) (Aanvullend)**

De Raad,

Gelet op de artikelen 117, 232 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 april 2023;

Gelet op de overeenkomst betreffende de overdracht van alle aandelen van de intercommunale maatschappij voor verbreiding van de televisie (Brutele), gesloten tussen Enodia en de eerdere gemeente-vennoten van Brutele op 23 december 2021, inzonderheid de artikelen 16 en 21.1.2 alsmede bijlage 17 daarvan;

Gelet op de beraadslagingen van de Raad van Bestuur van Brutele van 18 april 2023 en 31 mei 2023 vóór de overdracht en overneming van Brutele;

Gelet op de overeenkomst van 1 juni 2023 tussen aanbestedende overheden betreffende de gunning en uitvoering van een gezamenlijke opdracht voor de aanstelling van een financieel vermogensbeheerder met Enodia en de twee bijlagen daarbij;

Overwegende dat artikel 16.1.1 van voormelde overeenkomst tot overdracht van 23 december 2021 bepaalt dat de overdragers van de aandelen van Brutele, met inbegrip van de gemeente, de overnemer Enodia vrijwaart van de economische last volgende uit alle voordelen uit hoofde van rust- en overlevingspensioenen van het actieve en rente-genietende statutaire personeel van Brutele die, voor het actieve personeel, betrekking hebben op het deel van hun loopbaan binnen de vennootschap Brutele tot op de datum van de overdracht van deze laatste, hierna de "Pensioenlast" genoemd;

Dat te dien einde een totaal bedrag van 101,4 miljoen euro werd geprovisioneerd, door afname op het bedrag bekomen als tegenprestatie voor de aangegane aandelenoverdracht, teneinde het geraamde geconsolideerde netto-passief te dekken met betrekking tot de rust- en overlevingspensioenen van het actieve en rente-genietende statutaire personeel van Brutele die, voor het actieve personeel, betrekking hebben op het deel van hun loopbaan bij Brutele tot op de datum van overdracht (de "Basisraming bij de Overdracht" volgens voormelde overeenkomst tot overdracht van 23 december 2021), die geleidelijk aan verschuldigd zullen zijn in de komende jaren;

Dat naar luid van artikel 16.2.2 van voormelde overeenkomst tot overdracht, "[zullen] *deze middelen door de Koper voorzichtig worden geïnvesteerd. De Koper zal streven naar voldoende diversificatie en spreiding van investeringen teneinde het risico te beperken. De Koper en de Vertegenwoordigers van de Verkopers zullen overeenstemmen over de keuze van de vooraanstaande vermogensbeheerder(s) die zullen zorgen voor het beheer van deze beleggingen, en over de vaststelling van de beleggingsstrategie. De Koper zal de periodische verslagen van de vermogensbeheerder(s) bezorgen aan de*

*Vertegenwoordigers van de Verkopers en zal met hen overeenstemmen over de eventuele wijzigingen die aan te brengen zijn aan de beleggingsstrategie” (vrije vertaling);*

Overwegende dat bij beraadslaging van 18 april 2023 de Raad van Bestuur van Brutele, handelende als vertegenwoordiger van de gemeente-vennoten en verkopers overeenkomstig de artikelen 21.1.1 en 21.2.8 van voormelde overeenkomst tot overdracht, besloten heeft in te stemmen met het uitschrijven van een overheidsopdracht voor de aanstelling van een beheerder van de middelen die de Basisraming bij de Overdracht waarvan hoger sprake uitmaken, en hiertoe het sluiten van een gezamenlijke opdrachtovereenkomst met Enodia goed te keuren, waarbij laatstgenoemde de rol van "pilot-" aanbestedende overheid vervult;

Dat deze opdracht zou worden gesloten voor een duur van vijf jaar, hernieuwbaar voor twee verdere periodes van dezelfde looptijd, behoudens opzegging van de opdracht van de beheerder;

Dat de gunning van deze opdracht tot aanstelling van de beheerder opgestart werd, en zes financiële instellingen op 2 mei 2023 uitgenodigd werden om een offerte in te dienen;

Dat de gunning van deze opdracht door Enodia heden lopende is, en deze op 31 mei 2023, na een eerste onderzoek van de voor deze opdracht ingediende offertes en in haar hoedanigheid van "pilot-" aanbestedende overheid, alle inschrijvers verzocht heeft om een herzien voorstel in te dienen teneinde de best mogelijke offertes te bekomen;

Dat deze opdracht beheerst wordt door het bestek en de aanpassingen die daaraan werden aangebracht bij *addendum* van 26 mei 2023, die beide als bijlage worden opgenomen bij de gezamenlijke opdrachtovereenkomst van 1 juni 2023, en bij huidig besluit worden gehecht;

Dat daarna, ingevolge de vragen en opmerkingen van de inschrijvers in het raam van de uitnodiging tot het indienen van herziene offertes, het bijzondere bestek, zoals gewijzigd, nog het voorwerp zal kunnen uitmaken van verduidelijkingen en verbeteringen teneinde de indiening van herziene offertes toe te laten;

Dat deze verduidelijkingen en verbeteringen voorgelegd zullen worden ter goedkeuring van de vertegenwoordiger van de gemeente die overeenkomstig onderhavig besluit wordt aangesteld, onverminderd de mogelijkheid voor Enodia om deze vooraf aan de verschillende inschrijvers mee te delen met het oog op het vlotte verloop van de procedure;

Overwegende dat bij beraadslaging van 31 mei 2023 de Raad van Bestuur van Brutele, handelende als vertegenwoordiger van de gemeente-vennoten overeenkomstig de overeenkomst van 23 december 2021 en de door hen genomen beraadslagingen, heeft besloten de gezamenlijke opdrachtovereenkomst met Enodia te sluiten, die op 1 juni 2023 werd ondertekend;

Dat overeenkomstig artikel 7, lid 2, van deze gezamenlijke opdrachtovereenkomst, de beslissing tot gunning van de opdracht zal genomen worden onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van de bedoelde overeenkomst door de dertig gemeenten die voorheen vennoten van Brutele waren;

Dat de middelen die de Basisraming bij de Overdracht uitmaken inmiddels moeten worden, en zijn, geplaatst op een termijnrekening die over het algemeen een lager rendement biedt;

Dat het in het belang van de gemeente is om de gemeenschappelijke opdrachtovereenkomst van 1 juni 2023 en de bijlagen hierbij goed te keuren, zodat deze opdracht kan worden gegund en aldus een beter rendement voor de Basisraming bij de Overdracht kan worden verzekerd en de Pensioenlast, waarvoor

de gemeente verschuldigd blijft overeenkomstig voormeld artikel 16.1.1 van de overeenkomst tot overdracht van 23 december 2021, zo goed mogelijk kan worden afgelost;

Overwegende dat na de overdracht die op 1 juni 2023 heeft plaatsgevonden overeenkomstig de overeenkomst tot overdracht van 23 december 2021, Brutele werd overgenomen in Enodia en bijgevolg heeft opgehouden te bestaan als entiteit;

Dat ten gevolge hiervan, de gemeente en de andere gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutele in overeenstemming met artikel 21.1.2 van de bedoelde overeenkomst thans vertegenwoordigd worden door de personen opgenomen in bijlage 17 bij de overeenkomst;

Dat een dergelijke vertegenwoordiging door optreden van een dergelijke groep personen niet voldoet aan de noodwendigheden van opvolging, vlotheid en deskundigheid bij het beheer van de overheidsopdracht voor het beheer van de bedoelde financiële activa, dewelke in het belang van de gemeente zijn, en moeilijk begaanbaar blijkt voor de behoeften van dit beheer;

Dat de voormelde gezamenlijke opdrachtovereenkomst van 1 juni 2023 voor haar part voorziet in een vertegenwoordigingsstelsel van de gemeente binnen een daartoe opgericht Beheerscomité met het oog op de gunning en het beheer van de uitvoering van de betrokken overheidsopdracht;

Dat dit Beheerscomité samengesteld is uit twee vertegenwoordigers van Enodia en twee vertegenwoordigers van de gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutele;

Dat het belast wordt met de taken en beslissingsbevoegdheden bedoeld inzonderheid in artikel 6 van de gemeenschappelijke opdrachtovereenkomst en waarvan tevens sprake in artikel 4 daarvan, en zijn beslissingen bij eenparigheid van stemmen worden genomen;

Overwegende dat dit vertegenwoordigingsstelsel ervoor zorgt dat de belangen van de gemeente in rekening worden genomen bij de leiding van de overheidsopdracht met betrekking tot het beheer van de middelen die de Basisraming bij de Overdracht uitmaken;

Dat naar luid van artikel 6 van voormelde overeenkomst van 1 juni 2023 "*de vertegenwoordigers van zowel ENODIA als de 30 gemeente-vennoten van BRUTELE vooraf moeten doen blijken van een aanzienlijke bekwaamheid en een geschikt profiel om de taken en bevoegdheden van het beheerscomité uit te oefenen*" (vrije vertaling);

Dat het past om, zoals beslist in de beraadslaging van de Raad van Bestuur van Brutele van 31 mei 2023, als vertegenwoordiger van de gemeente in het Beheerscomité voorzien inzake de uitoefening van de taken en beslissingsbevoegdheden bedoeld in de gemeenschappelijke opdrachtovereenkomst van 1 juni 2023, de burgemeester aan te stellen van de gemeente gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die op 31 mei 2023 over het grootste aantal aandelen van Brutele beschikte, of de vertegenwoordiger die deze burgemeester zal aanstellen om hem of haar ter zake en onder zijn of haar gezag te vervangen en die blijk geeft van een aanzienlijke bekwaamheid en van een geschikt profiel om de taken en bevoegdheden van het Beheerscomité uit te oefenen;

Dat de vertegenwoordiger van voornoemde burgemeester zal worden aangesteld na voorafgaande instemming van de burgemeesters van de andere gemeenten gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die voorheen vennoot waren van Brutele;

Dat de aldus aangestelde burgemeester of diens vertegenwoordiger gezamenlijk zal optreden met de vertegenwoordiger aangesteld door de gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutele en gelegen zijn in het Waalse Gewest;



Overwegende dat het bijgevolg passend is om de gezamenlijke opdrachtovereenkomst met Enodia van 1 juni 2023 voor de aanstelling van de beheerder van de middelen die de Basisraming bij de Overdacht uitmaken samen met haar twee bijlagen goed te keuren, en om de hogervermelde vertegenwoordiger onder de voormelde voorwaarden aan te stellen om de gemeente te vertegenwoordigen in het Beheerscomité dat krachtens die overeenkomst wordt ingesteld;

## **OM DEZE REDENEN :**

De Gemeenteraad, na beraadslaging,

## **BESLUIT :**

### **Artikel 1.**

De "*overeenkomst tussen aanbestedende overheden betreffende de gunning en uitvoering van een gezamenlijke opdracht voor de aanstelling van een financieel vermogensbeheerder*" (vrije vertaling) met Enodia van 1 juni 2023 alsmede haar twee bijlagen, gehecht bij huidige beraadslaging, goed te keuren.

### **Artikel 2.**

De burgemeester van de gemeente gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die op 31 mei 2023 over het grootste aantal aandelen van Brutele beschikte, of de persoon die deze burgemeester aanstelt om hem of haar ter zake en onder zijn of haar gezag te vervangen en die blijk geeft van een aanzienlijke bekwaamheid en van een geschikt profiel om de taken en bevoegdheden van het Beheerscomité uit te oefenen, met dien verstande dat deze afgevaardigde van voormelde burgemeester zal worden aangesteld mits voorafgaande instemming van de burgemeesters van de andere gemeenten gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die voorheen vennoot waren van Brutele, te belasten als vertegenwoordiger van de gemeente voor de gunning en de uitvoering van de overheidsopdracht die het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst van 1 juni 2023 bedoeld in artikel 1, teneinde:

- i. in naam en voor rekening van de gemeente te zetelen in het beheerscomité dat bij voormelde overeenkomst wordt ingesteld;
- ii. in naam en voor rekening van de gemeente alle taken, opdrachten en beslissingsbevoegdheden uit te oefenen die aan dit beheerscomité zijn toegewezen, inzonderheid die welke in de artikelen 4 en 6 van deze overeenkomst worden bedoeld;
- iii. met Enodia en in naam en voor rekening van de gemeente alle verduidelijkingen en verbeteringen toegebracht aan het bestek goed te keuren;
- iv. samen met Enodia en in naam en voor rekening van de gemeente de vermogensbeheerder aan te stellen die de beleggingen zal beheren van de bedragen die de Basisraming bij de Overdracht uitmaken, en de beleggingsstrategie te bepalen in overeenstemming met de bepalingen van de overeenkomst tot overdracht gesloten op 23 december 2021 voor de duur van dit beheer, met inbegrip van, in voorkomend geval, de vervanging van de aangestelde beheerder, alsmede, indien nodig, in dit verband samen met Enodia en in naam en voor rekening van de gemeente, de bewaarder van de middelen aan te stellen;
- v. alle stappen, maatregelen en handelingen te treffen en alle documenten te ondertekenen die bijdragen tot, en verband houden met, de hoger beschreven doeleinden, onder de voorwaarden beschreven in de gezamenlijke opdrachtovereenkomst.

Dat deze burgemeester of diens afgevaardigde in dit raam gezamenlijk zal optreden met de vertegenwoordiger aangesteld door de gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutele en gelegen zijn in het Waalse Gewest.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN**

### **Horeca - Horeca**

#### **4 Règlement relatif à l'exploitation d'un établissement Horeca sur le territoire de la Commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu la Directive européenne « Services » 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, notamment ses articles 9 à 15 relatifs à la liberté d'établissement;

Vu l'ordonnance du 19 mai 2011 visant à transposer partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006, relative aux services en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la Nouvelle loi communale (ci-après dénommée « NLC »), notamment ses articles 117 et 119 fixant les compétences du Conseil communal en terme de réglementation des matières d'intérêt communal, son article 119 bis permettant au Conseil communal d'établir des peines et sanctions administratives communales, son article 123 chargeant le Collège des Bourgmestre et Echevins d'exécuter les résolutions du Conseil communal, son article 133 chargeant spécialement le Bourgmestre d'exécuter les lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police, son article 134 ter permettant au bourgmestre de fermer provisoirement un établissement ou de suspendre temporairement une autorisation d'exploitation lorsque les conditions d'exploitation de l'établissement ne sont pas respectées, son article 134 quater permettant au bourgmestre de fermer un établissement en cas de troubles à l'ordre public survenant autour de cet établissement et ayant leur cause dans l'établissement, et son article 135, § 2 qui institue un pouvoir de police générale à la commune en cas d'atteinte à l'ordre public;

Vu la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1991 concernant les établissements soumis au chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances;

Vu la circulaire du 3 mars 1992 relative à l'arrêté royal du 28 février 1991 concernant les établissements soumis au chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances;

Vu la législation fédérale relative aux contrôles d'hygiène effectués par l'AFSCA;

Vu les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953;

Vu la loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses;

Vu la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs;

Vu l'arrêté royal du 11 octobre 2018 portant modification de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III aux modalités des demandes et à la forme de la licence C;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (ci-après dénommée « loi SAC »);

Vu le Règlement Général de Police de la Commune d'Uccle (ci-après dénommé « RGP »);

Considérant que le secteur Horeca, par sa qualité et sa répartition équilibrée, joue un rôle important en ce qui concerne l'attractivité de la Commune d'Uccle, tant pour ses habitants que pour ses visiteurs; Considérant que la nature particulière du secteur Horeca (accessibilité au public et dimension alimentaire) impose des exigences strictes en matière d'hygiène et de sécurité ; que les constats sur le terrain démontrent une méconnaissance de ces exigences et une rotation rapide des repreneurs sans mise en conformité préalable;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité et la salubrité publique;

Considérant que la législation en matière d'Horeca est pour le moins disparate avec la conséquence que de nombreux exploitants sont mal informés de leurs obligations, ce qui rend difficile l'application de cette réglementation;

Considérant qu'il existe dès lors une nécessité impérieuse de professionnaliser le secteur ; qu'il convient ainsi de préciser de façon objective et dans un texte clair les conditions d'obtention d'une attestation de conformité pour l'exploitation d'un établissement Horeca, les obligations à respecter par les exploitants, ainsi que les sanctions applicables au niveau communal ; qu'au regard de cette attestation de conformité, des contrôles pourront être menés indistinctement à l'égard de l'ensemble des établissements Horeca;

Considérant que la Commune d'Uccle est compétente pour constater la conformité d'un établissement Horeca sur son territoire,

Décide d'adopter le règlement en annexe.

---

### **Reglement met betrekking tot de uitbating van een horecazaak op het grondgebied van de gemeente Ukkel.**

De Raad,

Gelet op de Europese richtlijn "Diensten" 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt, meer bepaald artikel 9 tot 15 met betrekking tot de vrijheid van vestiging;

Gelet op de ordonnantie van 19 mei 2011 tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (hierna "NGW" genoemd), meer bepaald artikel 117 en 119, die de bevoegdheden van de gemeenteraad inzake regelgeving van de aangelegenheden van gemeentelijk belang bepalen, artikel 119bis, dat de gemeenteraad toestaat straffen en gemeentelijke administratieve sancties in te voeren, artikel 123, dat het college van burgemeester en schepenen de opdracht geeft om de beslissingen van de gemeenteraad uit te voeren, artikel 133, dat de burgemeester in het bijzonder de opdracht geeft om de wetten, decreten, ordonnanties, verordeningen en politiebepalingen uit te voeren, artikel 134ter, dat de burgemeester toestaat om een zaak tijdelijk te sluiten of een uitbatingvergunning tijdelijk op te schorten wanneer de exploitatievoorwaarden van de zaak niet gerespecteerd worden, artikel 134quater, dat de burgemeester toestaat een zaak te sluiten in geval van verstoring van de openbare orde rond deze zaak die haar oorzaak vindt in de zaak, en artikel 135 §2, dat een algemene politiebevoegdheid invoert in de gemeente in geval van inbreuk op de openbare orde;

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de inrichtingen die onder de toepassing vallen van hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen;

Gelet op de omzendbrief van 3 maart 1992 met betrekking tot het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de inrichtingen die onder de toepassing vallen van hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen;

Gelet op de federale wetgeving inzake de hygiënecontroles verricht door het FAVV;

Gelet op de wetbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, samengeordend op 3 april 1953;

Gelet op de wet van 28 december 1983 betreffende de vergunning voor het verstrekken van sterke drank;

Gelet op de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken;

Gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (hierna "GASwet" genoemd);

Gelet op het Algemeen Politiereglement van de gemeente Ukkel (hierna "APR" genoemd);

Overwegende dat de horecasector, door zijn kwaliteit en zijn evenwichtige spreiding, een belangrijke rol speelt wat betreft de aantrekkingskracht van de gemeente Ukkel, zowel voor haar inwoners als voor haar bezoekers;

Overwegende dat de bijzondere aard van de horecasector (toegankelijkheid voor het publiek en voedseldimensie) strikte eisen inzake hygiëne en veiligheid oplegt; dat de vaststellingen op het terrein een miskennis van deze eisen en een snelle rotatie van de overnemers zonder voorafgaande inconformiteitsstelling aantonen;

Overwegende dat de gemeentes moeten zorgen voor goed bestuur ten bate van de inwoners, meer bepaald inzake veiligheid en openbare hygiëne;

Overwegende dat de wetgeving inzake horeca op zijn minst uiteenlopend is, met als gevolg dat heel wat uitbaters slecht geïnformeerd zijn over hun verplichtingen, wat de toepassing van deze regelgeving bemoeilijkt;

Overwegende dat er bijgevolg een dringende noodzaak bestaat om de sector te professionaliseren; dat de voorwaarden voor de verkrijging van een conformiteitscertificaat voor de uitbating van een horecazaak, de verplichtingen die de uitbaters moeten naleven en de toepasselijke sancties op gemeentelijk vlak objectief en in een duidelijke tekst verduidelijkt moeten worden; dat er ten aanzien van dit conformiteitscertificaat willekeurige controles verricht kunnen worden bij alle horecazaken;

Overwegende dat de gemeente Ukkel bevoegd is om de conformiteit van een horecazaak op haar grondgebied vast te stellen,

Beslist het reglement, in de bijlage, goed te keuren.

---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

### Voirie - Wegen

#### 5 Réfection de voiries en pavés.- Exercice 2023.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché.

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 900.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire de 2023 pour la réfection de voiries en pavés;

Attendu que le Collège propose la réfection du pavage en pierre naturelle des voiries suivantes :

- avenue Dolez, entre l'avenue Chantemerle et l'avenue des Hospices;
- rue Baron Perelman;
- rue (clos) de Percke;
- rue Roberts-Jones entre le Sukkelweg et l'avenue Léo Errera; Attendu que le dossier est divisé en 3 lots
  - : - Lot 1 : avenue Dolez;
  - Lot 2 : rue Baron Perelman et rue de Percke;
  - Lot 3 : rue Roberts-Jones;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 571.735,00 €, hors TVA pour le lot 1, soit 760.979,29 € révision et TVA incluse, à 222.304,00 €, hors TVA pour le lot 2, soit 309.336,02 € révision et TVA incluse et à 193.550,00 €, hors TVA pour le lot 3, soit 257.615,05 € révision et TVA incluse et que ces dépenses seront engagées à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2023;

Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure ouverte,

Vu l'article 234 de la Nouvelle loi communale, Décide d'approuver :

- 1) l'estimation d'un montant de 760.979,29 € TVA comprise pour le lot 1, de 309.336,02 € TVA comprise pour le lot 2 et de 257.615,05 € TVA comprise pour le lot 3;
- 2) d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
- 3) la procédure de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 5 pour l'ensemble des lots ou classe 4 pour le lot 1 ou classe 2 pour le lot 2 ou le lot 3 uniquement; 4) l'avis de marché.

---

### **Herstellen van wegen in keien.- Dienstjaar 2023.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de plaatsing van de procedure.**

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2023 een bedrag van 900.000,00 € voorziet op artikel 421/731-60/82 voor het herstellen van wegen in keien;

Aangezien dat het College het herstellen van de keibestrating van de volgende straten voorstelt :

- Dolezlaan strook tussen de Chantemerlelaan en de Godshuizenlaan;
- Baron Perelmanstraat;
- de Perckestraat (gaarde);
- Roberts-Jonesstraat strook tussen de Sukkelweg en de Léo Erreralaan; Aangezien het dossier opgedeeld is in 3 percelen :
  - Perceel 1 : Dolezlaan;
  - Perceel 2 : Baron Perelmanstraat en de de Perckestraat;
  - Perceel 1 : Roberts-Jonesstraat;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken € 571.735,00 excl. btw, € 760.979,29 inclusief herziening en btw belooft voor perceel 1, € 222.304,00 excl. btw, € 309.336,02 inclusief herziening en btw voor perceel 2, € 193.550,00 excl. btw, € 257.615,05 inclusief herziening en btw voor perceel 3 en dat deze uitgave vastgelegd zal worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting van 2023;

Aangezien deze opdracht geplaatst zal worden via een openbare procedure;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet, Beslist :

- 1) de raming voor een bedrag van € 343.074,33 inclusief btw voor het perceel 1, van € 239.365,83 inclusief btw voor het perceel 2 en van € 239.365,83 inclusief btw voor het perceel 3 goed te keuren;
  - 2) de documenten van de opdracht die deze werken beheersen goed te keuren;
  - 3) de plaatsing van de procedure door openbare procedure goed te keuren en de inlichtingen vast testellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten : de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 5 voor alle percelen of klasse 4 enkel voor perceel 1 of klasse 2 enkel voor perceel 2 of 3;
  - 4) de aankondiging van opdracht goed te keuren.
- 

## Mobilité - Mobiliteit

### 6 Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

#### **Nouvelles dispositions :**

##### **Article 4 : Canalisation de la circulation**

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.135. Rue Edith Cavell, 66 (1-3 m);

Art.4.1.2.136. Avenue Wolvendael, du côté opposé au n° 101 (1-3 m);

Art.4.1.2.137. Avenue René Gobert, 20 (1-3 m);

##### **Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)**

Art.5.2. Stationnement interdit (chargement - déchargement)

Art.5.2.1. Le stationnement est interdit aux abords d'un établissement scolaire ou d'une crèche. La mesure sera matérialisée par des signaux E1, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.2.1.4. Avenue du Lycée Français, 5B, lundi au vendredi de 7h45 à 8h30 (25 m);

Art.5.6. Stationnement limité dans le temps

Art.5.6.1. Le stationnement est limité dans le temps sur les voies ci-après. La mesure est matérialisée par des signaux du type E9 complétés par un panneau additionnel portant la mention adéquate.

Art.5.6.1.4. Avenue du Lycée Français, 8, lundi au vendredi de 7h45 à 8h30 (30 m);

Art.5.6.1.5. Rue Jean Benaets, 74, lundi au vendredi de 7h à 9h (18 m);

Art.5.6.1.6. Rue Zeecrabbe, 24, lundi au vendredi de 7h30 à 9h (14 m);

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.7. Le stationnement est payant sur les emplacements réservés au chargement de véhicules électriques dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » complétés d'un panneau informatif « Forfait 50 euros/4h30 excepté véhicule en charge » avec le symbole d'une voiture entourée d'une prise.

Art.5.7.7.125. Avenue d'Andrimont, 1 (13 m);

Art.5.7.7.126. Avenue de Messidor, 74 (12 m);

Art.5.7.7.127. Avenue Léo Errera, 71 (12 m);

Art.5.7.7.128. Rue Copernic, 81 (12 m);

Art.5.7.7.129. Rue des Poussins, 3 (13 m);

Art.5.7.7.130. Rue Jean Ballegeer, 69 (12 m);

Art.5.7.7.131. Rue Verhulst, 68 (2 emplacements);

Art.5.7.7.132. Avenue Coghen, 143 (12 m);

Art.5.7.7.133. Rue Alphonse Asselbergs, 10 (13 m);

Art.5.7.7.134. Avenue Jacques Pastur, 128 (12 m);

Art.5.7.7.135. Avenue Wellington, 121 (12 m);

Art.5.7.7.136. Avenue Brugmann, 294 (13 m);

Art.5.7.7.137. Dieweg, du côté opposé au n° 130 (2 emplacements);

Art.5.7.7.138. Avenue du Lycée Français, 1 (13 m);

Art.5.7.7.139. Rue Gatti de Gamond, 225 (12 m);

Art.5.7.7.140. Rue des Trois Rois, 9 (13 m);

Art.5.7.7.141. Rue Zwartebeek, 16 (12 m);

Art.5.7.7.142. Rue de Stalle, 96 (12 m);

Art.5.7.7.143. Rue Steenvelt, du côté opposé au n° 10 (12 m);

Art.5.7.7.144. Chaussée de Waterloo, 951 (12 m);

Art.5.7.7.145. Rue Baron Guillaume Van Hamme, du côté opposé au n° 9 (12 m);

Art.5.7.7.146. Avenue Achille Reisdorff, 65 (12 m);

Art.5.7.7.147. Avenue Montjoie, 293 (12 m);

Art.5.7.7.148. Avenue Montjoie, du côté opposé au n° 230 (12 m);

Art.5.8. Stationnement autorisé

Art.5.8.1. Le stationnement est autorisé à tous les véhicules dans les endroits suivants. La mesure est matérialisée par des signaux E9a.

Art.5.8.1.24. Avenue de Boetendael, du n° 63 au n° 85;

Art.5.8.1.25. Rue Langeveld, du côté opposé au n° 182 (12 m);

Art.5.8.1.26. Rue Langeveld, du côté opposé au n° 7 à la rue Edith Cavell;

Art.5.8.1.27. Rue des Trois Arbres, du n° 8 à la rue de Stalle;

### **Article 7 : Voies publiques à statut spécial**

Art.7.1. Zones résidentielles et zones de rencontre

Art.7.1.1. Une zone résidentielle est réalisée aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par les signaux F12a et F12b.

Art.7.1.1.42. Avenue Paul Stroobant;

Art.7.1.1.43. Drève des Gendarmes;

Art.7.1.1.44. Avenue de Boetendael, du n° 63 au n° 91;

Art.7.1.1.45. Rue Langeveld, de la chaussée de Waterloo à la rue du Framboisier; Art.7.1.1.46.

Rue Langeveld, du n° 36 à la rue Edith Cavell;

Art.7.1.1.47. Rue des Trois Arbres, de la rue de Stalle à la rue de Huldenberg;

Art.7.1.1.48. Clos Jean-Pierre de Launoit;

Art.7.1.1.49. Place Olivier Strebelle;

Art.7.1.1.50. Clos Andrée Dumont;

Art.7.1.1.51. Avenue de l'Hélianthe, du n° 65 au n° 78;

Art.7.8. Rue scolaire

Art.7.8.1. Une rue scolaire est établie aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par un C3 avec un panneau additionnel mentionnant « rue scolaire ». Les cas échéant, les jours et heures sont à renseigner sur la signalisation.

Art.7.8.1.2. Opstalweg, lundi au vendredi de 7h45 à 8h15;

Art.7.8.1.3. Avenue du Lycée Français, du n° 7 au n° 11, lundi au vendredi de 7h45 à 8h45;

### **Article 10 : Dispositions finales**

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière,

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

---

## **Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

### **Nieuwe bepalingen :**

#### **Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer**

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.135. Edith Cavellstraat, 66 (1-3 m);

Art.4.1.2.136. Wolvendaellaan, aan de overkant van het nr. 101 (1-3 m);

Art.4.1.2.137. René Gobertlaan, 20 (1-3 m);

#### **Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)**

Art.5.2. Parkeerverbod (Laden - lossen - in en uitstappen)

Art.5.2.1. Het parkeren is verboden aan school- of een crècheomgeving. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E1, eventueel aangevuld met een onderbord met de beperkende vermelding.

Art.5.2.1.4. Frans Lyceumlaan, 5B, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u30 (25 m); Art.5.6.

Parkeren beperkt in tijd

Art.5.6.1. Het parkeren is beperkt in tijd op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door de verkeersborden van het type E9 aangevuld door een onderbord met de geschikte vermelding.

Art.5.6.1.4. Frans Lyceumlaan, 8, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u30 (30 m); Art.5.6.1.5.

Jean Benaetsstraat, 74, maandag tot vrijdag van 7u tot 9u (30 m);

Art.5.6.1.6. Zeecrabbestraat, 24, maandag tot vrijdag van 7u30 tot 9u (14 m);

Art.5.7. Betalend parkeren



Art.5.7.7. Het parkeren is betalend op de parkeerplaatsen voorbehouden voor het opladen van elektrische voertuigen op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» aangevuld door een informatiebord "Forfait 50 euro/4h30 uitgezonderd opladend voertuig" met een pictogram van een auto met een stekker.

Art.5.7.7.125. Andrimontlaan, 1 (1-3 m);

Art.5.7.7.126. Messidorlaan, 74 (12 m);

Art.5.7.7.127. Léo Erreralaan, 71 (12 m);

Art.5.7.7.128. Copernicusstraat, 81 (12 m); Art.5.7.7.129.

Kippekensstraat, 3 (13 m);

Art.5.7.7.130. Jean Ballegeerstraat, 69 (12 m);

Art.5.7.7.131. Verhulststraat, 68 (2 plaatsen);

Art.5.7.7.132. Coghenlaan, 143 (12 m);

Art.5.7.7.133. Alphonse Asselbergsstraat, 10 (13 m);

Art.5.7.7.134. Jacques Pasturlaan, 128 (12 m);

Art.5.7.7.135. Wellingtonlaan, 121 (12 m);

Art.5.7.7.136. Brugmannlaan, 294 (13 m);

Art.5.7.7.137. Dieweg, aan de overkant van het nr. 130 (2 plaatsen);

Art.5.7.7.138. Frans Lyceumlaan, 1 (13 m);

Art.5.7.7.139. Gatti de Gamondstraat, 225 (12 m);

Art.5.7.7.140. Drie Koningenstraat, 9 (13 m);

Art.5.7.7.141. Zwartebeekstraat, 16 (12 m);

Art.5.7.7.142. Stallestraat, 96 (12 m);

Art.5.7.7.143. Steenveltstraat, aan de overkant van het nr. 10 (12 m);

Art.5.7.7.144. Waterloosesteenweg, 951 (12 m);

Art.5.7.7.145. Baron Guillaume Van Hammestraat, aan de overkant van het nr. 9 (12 m); Art.5.7.7.146.

Achille Reisdorfflaan, 65 (12 m);

Art.5.7.7.147. Montjoielaan, 293 (12 m);

Art.5.7.7.148. Montjoielaan, aan de overkant van het nr. 230 (12 m);

Art.5.8. Parkeren toegelaten

Art.5.8.1. Het parkeren is toegelaten voor alle voertuigen op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a.

Art.5.8.1.24. Boetendaellaan, van nr. 62 tot nr. 85;

Art.5.8.1.25. Langeveldstraat, aan de overkant van het nr. 182 (12 m);

Art.5.8.1.26. Langeveldstraat, aan de overkant van het nr. 7 tot de Edith Cavellstraat;

Art.5.8.1.27. Drie Bomenstraat, van nr. 8 tot de Stallestraat; **Artikel 7 : Openbare wegen met een bijzonder statuut.**

Art.7.1. Erven en woonerven

Art.7.1.1. Een woonerf wordt ingesteld op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt met de verkeersborden F12a en F12b.

Art.7.1.1.42. Paul Stroobantlaan;

Art.7.1.1.43. Gendarmendreef;

Art.7.1.1.44. Boetendaellaan, van nr. 62 tot nr. 91;

Art.7.1.1.45. Langeveldstraat, van de Waterloosesteenweg tot de Frambozenstruikstraat;

Art.7.1.1.46. Langeveldstraat, van nr. 36 tot de Edith Cavellstraat;

Art.7.1.1.47. Drie Bomenstraat, van de Stallestraat tot de de Huldenbergstraat;

Art.7.1.1.48. Jean-Pierre de Launoitgaarde;

Art.7.1.1.49. Olivier Strebelleplein;

Art.7.1.1.50. Andrée Dumontgaarde;

Art.7.1.1.51. Zonnebloemlaan, van nr.65 tot nr. 78;

Art.7.8. Schoolstraat

Art.7.8.1. Een schoolstraat wordt op de volgende plaats ingericht. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een verkeersbord C3 aangevuld door een onderbord met de vermelding "schoolstraat". Desgevallend wordt een tijdsvenster vermeld op het onderbord. Art.7.8.1.2. Opstalweg, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u15;

Art.7.8.1.3. Frans Lyceumlaan, van nr. 7 tot nr. 11, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u45;

#### **Artikel 10 : Slotbepalingen**

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens,

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

---

#### **7 Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d’Uccle pour l’installation de stationnement vélo (8 boxes) et de 11 bancs.**

Le Conseil,

Considérant que la Région, afin de rencontrer les objectifs du plan « Good Move », veut soutenir les Communes pour concrétiser les actions de leur politique de mobilité et qu’en conséquence elle propose un soutien régional aux actions communales de Mobilité 2023 sous forme d’octroi de subsides;

Considérant que, le 3 mars 2023, la Commune a soumis à Bruxelles Mobilité les projets de mobilité qui entrent dans le cadre de ce soutien;

Considérant que, le 17 mai 2023, Bruxelles Mobilité a confirmé la bonne réception des documents transmis;

Considérant qu’il s’agit notamment de subsides pour l’installation de stationnement vélo (8 boxes) et de 11 bancs;

Considérant que la Région va financer ces projets pour un montant de 58.745,99 €;

Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches;

Considérant que la première tranche sera de 35.247,59 € et la deuxième tranche de 23.498,40 €;

Considérant que la convention porte sur la période du 1/1/2023 au 31/12/2024;

Considérant que le dossier complet des pièces justificatives doit être introduit au plus tard le 30/06/2025;

Considérant que les dossiers introduits après cette date seront automatiquement annulés et à charge de la Commune,

Décide d’approuver la convention en annexe.

---

#### **Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor de plaatsing van fietsparkings (8 fietsboxen) en 11 zitbanken.**

De Raad,

Overwegende dat het gewest, om tegemoet te komen aan de doelstellingen van het Good Move-plan, de gemeentes wil ondersteunen om de acties van hun mobiliteitsbeleid te concretiseren en het bijgevolg een gewestelijke ondersteuning van de gemeentelijke mobiliteit voorstelt in de vorm van de toekenning van subsidies;

Overwegende dat de gemeente de mobiliteitsprojecten die binnen het kader van deze ondersteuning vallen op 3 maart 2023 ingediend heeft bij Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit de goede ontvangst van de documenten bevestigd heeft op 17 mei 2023;  
Overwegende dat het meer bepaald gaat om subsidies voor de plaatsing van fietsparkings (8 fietsboxen) en 11 zitbanken;  
Overwegende dat het gewest dit project zal financieren voor een bedrag van 58.745,99 €;  
Overwegende dat de subsidie in twee schijven betaald zal worden;  
Overwegende dat de eerste schijf 35.247,59 € en de tweede schijf 23.498,40 € bedraagt;  
Overwegende dat de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1/1/2023 au 31/12/2024;  
Overwegende dat het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 30/06/2025;  
Overwegende dat dossiers ingediend na deze datum automatisch nietig verklaard worden en ten laste van de gemeente vallen,  
Beslist de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

---

## Parking - Parking

### 8 **Gestion du stationnement payant - Partage des droits de stationnement entre l'Agence du stationnement de la Région Bruxelles-Capitale et les communes non-déléguées - Protocole de collaboration - Accord de principe**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 8 septembre 2022, le Conseil a décidé de mettre à niveau (« refit ») tous les horodateurs existants de type CITEA, en formule location auprès de groupement d'intérêt économique ParcBrux, par l'intermédiaire de la firme RAUWERS-CONTRÔLE sa, rue François

Joseph Navez 78-86 à 1000 Bruxelles;

Vu qu'en séance du 6 décembre 2022 le Collège a décidé d'attribuer le marché de services " Le paiement de stationnement en voirie par application mobile – Web - SMS " aux opérateurs BELGIAN PARKING REGISTER (4411), Kardinaal Mercierlaan 1a, 9090 Melle et CTECH SA (Seety), Rue Jules Cockx 10, 1160 Auderghem;

Vu l'adoption par le Conseil communal le 15 décembre 2022 du règlement-redevance sur le stationnement, conformément à l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (ciaprès Parking.brussels), ainsi qu'à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié le 20 octobre 2022;

Vu que le règlement-redevance précité est d'application sur notre territoire depuis le 1 mai 2023; Vu que Parking.brussels a pour mission d'exécuter la politique du stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement;

Vu les dispositions de l'ordonnance en son article 19, § 2 : « ... *La commune qui n'a pas transféré ses missions de contrôle et de perception à l'Agence du stationnement...et qui souhaite introduire un système de contrôle du stationnement par scan-car, devra disposer d'un outil de contrôle du stationnement en voirie qui soit compatible avec les standards de la plateforme de gestion des droits du stationnement mise en place par l'Agence du stationnement.*

*La commune peut avoir accès à la liste des véhicules exemptés tenue par l'Agence du stationnement. »;*

Vu que Parking.brussels délivre des droits de stationnement dits « régionaux », à savoir :

- des droits délivrés aux opérateurs carsharing pour leurs véhicules partagés,

- des droits délivrés aux médecins généralistes, aux corps de métier amenés à faire des interventions,
- des droits délivrés aux possesseurs d'une carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap,

Vu que l'existence de ces droits de stationnement est vérifiée par Parking.brussels à l'aide des moyens digitaux tels qu'un véhicule scanneur;

Vu que le même système de contrôle digital du stationnement est opérationnel sur notre territoire; Vu qu'en ce qui concerne spécifiquement les droits de stationnement pour les détenteurs d'une carte de stationnement pour les personnes présentant un handicap, **à partir du 8 juillet 2023**, les dispositions ci-après seront d'application :

- les détenteurs d'une carte européenne de stationnement pour personne handicapée ne sont pas soumis à l'obligation d'utiliser un disque de stationnement ou de s'acquitter du paiement d'une redevance et ce, **à condition que ladite carte en cours de validité soit apposée visiblement, au milieu et contre la face interne du pare-brise**,
- chaque détenteur d'une carte de stationnement pour personne handicapée devra néanmoins enregistrer électroniquement sa plaque d'immatriculation et dès lors **disposer d'un droit de stationnement digital** ;

Vu que Parking.brussels utilise la même technologie de reconnaissance des droits de stationnement pour toutes les communes qui lui ont délégué la gestion du stationnement et que cette plateforme de numérisation des droits est la BPR (Belgian Parking Register) et celle de la numérisation des cartes Be-Mobile;

Vu que le service Parking utilise les logiciels de numérisation des cartes, Stationnement.net et de contrôle du stationnement CityControl, et que dans ce dernier sont importés les fichiers transmis par Parking.brussels pour la reconnaissance des droits « régionaux » tels que les véhicules partagés;

Vu que dans ce même logiciel sont importés les fichiers transmis par les communes limitrophes (Forest, Ixelles et Bruxelles-Ville);

Vu que le service Parking n'utilise pas la même technologie de reconnaissance des droits de stationnement que celle de Parking.brussels;

Vu que Parking.brussels propose aux communes qui n'ont pas délégué la gestion du stationnement, le partage des données relatives aux droits « régionaux », « accords limitrophes » instaurés par des communes entre elles et particulièrement ceux délivrés aux personnes handicapées (**annexe 1**); Vu que le partage de données sera accessible aux communes via un lien électronique dans un environnement sécurisé de type cloud, entre la commune d'Uccle et Parking.brussels et à l'aide d'un fichier CSV reprenant les plaques d'immatriculation concernées;

Vu que Parking.brussels assure le partage de données conformément aux dispositions du RGPD et que seules les informations nécessaires seront accessibles, à savoir :

- les immatriculations pour les véhicules utilisés par des personnes handicapées et préenregistrées dans la « whitelist » par Parking.brussels,
- les immatriculations pour les véhicules de carsharing, soins médicaux urgents et non urgents, professionnels en intervention,

Vu que la commune d'Uccle n'aura accès aux données qu'après adhésion à la convention de partage, protocole de collaboration (annexe 2);

Qu'afin de faciliter la transition vers un droit de stationnement digital pour les personnes détentrices d'une carte PMR, notre administration a créé sa propre base de données en ayant enregistré à ce jour

533 cartes/plaques d'immatriculation pour les demandeurs qui se sont adressés sur base volontaire au service Parking;

Que la mesure transitoire précitée doit être complétée par un droit d'enregistrement digital à l'aide des applications mobiles actives (4411, Seety et Yellowbrick) ainsi qu'à l'aide des horodateurs (CITEA); Vu que pour des raisons de compatibilité, les solutions techniques doivent être implantées par les opérateurs chargés de la gestion des droits de stationnement précités et que dans ce sens, l'opérateur de la plateforme des applications mobiles BPR-4411 nous propose le système de numérisation des cartes PMR avec connexion à la base de donnée du Service public fédéral Sécurité sociale Handi2Park au prix forfaitaire mensuel de 450 € HTVA, et que l'opérateur RAUWERS-CONTRÔLE nous propose pour les horodateurs, la fonctionnalité de délivrance du ticket gratuit « bouton PMR » au prix de 1,50 €/horodateur/mois HTVA;

Considérant les éléments évoqués dans la présente délibération,

Décide d'adhérer à la convention de partage des droits de stationnement « régionaux » de l'Agence du stationnement-Parking.brussels conformément aux dispositions du RGPD, pour :

- les véhicules appartenant aux personnes détentrice d'une carte PMR,
- les véhicules carsharing,
- les véhicules pour les soins médicaux urgents et non urgents,
- les véhicules appartenant aux professionnels en intervention,
- les véhicules appartenant aux riverains des communes limitrophes (Forest, Ixelles et Bruxelles-Ville).

---

### **Beheer van het betalend parkeren - Delen van de parkeerrechten tussen het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de niet-overdragende gemeentes Samenwerkingsprotocol - Principeakkoord**

De Raad,

Aangezien de raad in zitting van 8 september 2022 beslist heeft om alle bestaande parkeerautomaten van het type CITEA, gehuurd bij het economisch samenwerkingsverband ParcBrux, aan te passen ("refit") door middel van de firma RAUWERS-CONTRÔLE nv, François Joseph Navezstraat 78-86 te 1000 Brussel;

Aangezien het college in zitting van 6 december 2022 beslist heeft om de dienstopdracht "De betaling van het parkeren op de weg via mobiele app - website - sms" te gunnen aan de aannemers BELGIAN PARKING REGISTER (4411), Kardinaal Mercierlaan 1a, 9090 Melle en CTECH nv (Seety), Jules Cockxstraat 10, 1160 Oudergem;

Gelet op de goedkeuring door de gemeenteraad van 15 december 2022 van de retributieverordening op het parkeren, overeenkomstig de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna Parking.brussels) en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd op 20 oktober 2022;

Aangezien de voornoemde retributieverordening sinds 1 mei 2023 van toepassing is op ons grondgebied;

Aangezien Parking.brussels als opdracht heeft om het parkeerbeleid van het gewest uit te voeren en de goede werking ervan te verzekeren;

Gelet op de bepalingen van artikel 19, § 2 van de ordonnantie : " *De gemeente die de controle- en inningsopdrachten niet (...) aan het Parkeeragentschap heeft overgedragen en die een systeem van parkeercontrole met scan-car wil invoeren, zal moeten beschikken over een instrument voor*

parkeercontrole op straat dat compatibel is met de normen van het beheersplatform voor parkeerrechten dat door het Agentschap is ingevoerd.

De gemeente kan toegang krijgen tot de lijst van vrijgestelde voertuigen die door het Parkeeragentschap wordt bijgehouden";

Aangezien Parking.brussels de zogenaamde "gewestelijke" parkeerrechten aflevert, meer bepaald :

- de rechten afgeleverd aan autodeeloperatoren voor hun deelvoertuigen;
- de rechten afgeleverd aan huisartsen en aan vakgroepen die interventies moeten doen;
- de rechten afgeleverd aan de houders van een parkeerkaart voor personen met een handicap;

Aangezien het bestaan van deze parkeerrechten door Parking.brussels gecontroleerd wordt met behulp van digitale middelen zoals een scancar;

Aangezien hetzelfde digitaal controlesysteem van het parkeren operationeel is op ons grondgebied;

Aangezien wat specifiek de parkeerrechten voor houders van een parkeerkaart voor personen met een handicap betreft de volgende bepalingen van toepassing zijn **vanaf 8 juli 2023** :

- de houders van een Europese parkeerkaart voor personen met een handicap zijn niet verplicht om een parkeerschijf te gebruiken of een retributie te betalen, **op voorwaarde dat de geldige kaart zichtbaar, in het midden en aan de binnenkant van de voorruit gelegd wordt**; • elke houder van een parkeerkaart voor personen met een handicap moet zijn nummerplaat echter digitaal registreren en bijgevolg **beschikken over een digitaal parkeerrecht**;

Aangezien Parking.brussels dezelfde herkenningstechnologie van de parkeerrechten gebruikt voor alle gemeentes die hem het beheer van het parkeren overgedragen hebben en dit digitaliseringsplatform van de rechten BPR (Belgian Parking Register) en dat van de digitalisering van de kaarten Be-Mobile is;

Aangezien de dienst Parking de digitaliseringssoftware van de kaarten Stationnement.net en de controlesoftware van het parkeren CityControl gebruikt en in deze laatste de bestanden van Parking.brussels voor de herkenning van de "gewestelijke" rechten zoals deelvoertuigen geïmporteerd worden;

Aangezien in dezelfde software de bestanden van de buurgemeenten (Vorst, Elsene en Brussel-Stad) geïmporteerd worden;

Aangezien de dienst Parking niet dezelfde herkenningstechnologie van de parkeerrechten gebruikt als Parking.brussels;

Aangezien Parking.brussels aan de gemeentes die het beheer van het parkeren niet overgedragen hebben voorstelt om de gegevens over de "gewestelijke" rechten te delen, "akkoorden over de grenzen" ingevoerd door gemeentes onderling en in het bijzonder diegene afgeleverd aan personen met een handicap (**bijlage 1**);

Aangezien de gedeelde gegevens voor de gemeentes via een elektronische link toegankelijk zullen zijn in een beveiligde omgeving van het type cloud, tussen de gemeente Ukkel en Parking.brussels en met behulp van een CSV-bestand met daarin de betrokken nummerplaten;

Aangezien Parking.brussels de gedeelde gegevens verzekert overeenkomstig de bepalingen van de AVG en enkel de nodige informatie beschikbaar zal zijn, meer bepaald :

- de inschrijvingen voor de voertuigen die gebruikt worden door personen met een handicap en die vooraf in de "whitelist" geregistreerd zijn door Parking.brussels;
- de inschrijvingen voor de voertuigen voor autodelen, dringende en niet-dringende medische hulp en professionelen tijdens een interventie;

Aangezien de gemeente Ukkel pas toegang tot de gegevens krijgt na aansluiting bij de deelopereenkomst, samenwerkingsprotocol (**bijlage 2**);

Aangezien ons bestuur zijn eigen databank aangemaakt heeft en momenteel 533 kaarten/nummerplaten geregistreerd heeft voor de aanvragers die zich vrijwillig tot de dienst Parking gewend hebben om de overgang naar een digitaal parkeerrecht voor personen die houder zijn van een PBM-kaart te vergemakkelijken;

Aangezien de voornoemde overgangsmaatregel aangevuld moet worden met een digitaal registratierecht met behulp van de actieve mobiele apps (4411, Seety en Yellowbrick) en de parkeerautomaten (CITEA);

Aangezien de technische oplossingen om compatibiliteitsredenen ingevoerd moeten worden door de voornoemde operatoren die belast zijn met het beheer van de parkeerrechten en in die zin de operator van het platform van de mobiele apps BPR-4411 ons het systeem van digitalisering van de PBMkaarten met verbinding met de databank van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid Handi2Park voorstelt tegen de maandelijkse forfaitaire prijs van € 450 excl. btw en de operator RAUWERS-CONTRÔLE ons voor de parkeerautomaten de functionaliteit van afgifte van het gratis ticket "PBM-knop" voorstelt tegen de prijs van € 1,50/parkeerautomaat/maand excl. btw;

Overwegende de elementen die aangehaald werden in deze beraadslaging,

Beslist zich aan te sluiten bij de overeenkomst voor het delen van de "gewestelijke" parkeerrechten van het Parkeeragentschap - Parking.brussels, overeenkomstig de bepalingen van de AVG, voor :

- de voertuigen die toebehoren aan personen die houder zijn van een PBM-kaart;
- de voertuigen voor autodelen;
- de voertuigen voor dringende en niet-dringende medische hulp;
- de voertuigen die toebehoren aan professionelen tijdens een interventie;
- de voertuigen die toebehoren aan de inwoners van de buurgemeenten (Vorst, Elsene en Brussel-Stad).

---

## DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

### Planification urbaine - Stadsplanning

#### 9 **Modification du PPAS 15bis.- Etape de la procédure d'élaboration : Modification du PPAS 15bis, demande d'avis préalable à perspective.brussels et Bruxelles-Environnement sur l'opportunité de modifier le plan et sur la nécessité ou non d'un rapport d'incidences environnementales.- Auteur de projet : Service de l'Urbanisme - Cellule planification.- report du 25/05/2023**

Le Conseil,

Vu le plan particulier d'affectation du sol n° 15 approuvé par arrêté royal du 4 décembre 1954 et régissant l'aménagement de l'ilot délimité par la rue Edith Cavell, l'avenue Montjoie, le rond-point Churchill, l'avenue Léo Errera et la rue Roberts Jones ;

Vu l'amendement des prescriptions de ce plan (plan n° 15bis), approuvé par arrêté royal du 13 août 1957;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur du plan, la majeure partie des parcelles de l'ilot a été bâtie;  
Considérant que le plan a donné lieu à la délivrance de deux permis de lotir qui se réfèrent aux dispositions du plan en vigueur;

Vu l'évolution du milieu urbain depuis l'entrée en vigueur du plan particulier d'affectation du sol n°15 et de son amendement (plan n° 15bis) et le fait que le plan a fait l'objet d'évaluations en 1997 (dossier de base du plan communal de développement) et en 2012 (analyse de la compatibilité du plan particulier d'affectation du sol avec le plan supérieur par le bureau agréé BRAT);

Considérant les objectifs du plan régional de développement durable et l'évolution de la prise en compte de la dimension environnementale et de l'évolution de la fonction de logement dans les plans et règlements d'urbanisme;

Considérant qu'une modification du plan permettrait à cette partie du territoire de s'inscrire pleinement dans cette optique;

Considérant que l'article 188, § 11 du CoBAT imposant des mesures particulières de publicité aux motifs du plan supérieur dans les plans particuliers d'affectation du sol approuvés avant le 29 juin 2011 s'applique dans l'ilot régi par le plan et que la modification de celui-ci permettra de procéder à une sensible simplification administrative pour les demandes à y introduire;

Considérant la différence de superficie et de configuration entre la zone à destination sportive du plan particulier d'affectation du sol en vigueur et celles de la zone d'équipements d'intérêt collectif ou de services publics du plan régional d'affectation du sol;

Vu la note d'accompagnement rédigée par la cellule de la planification du Service de l'Urbanisme, concluant au bien-fondé de procéder à une modification du plan afin de l'inscrire pleinement dans les préoccupations urbanistiques et environnementales actuelles,

Décide, sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins :

-l'entame de la modification du plan particulier d'affectation du sol n° 15 (arrêté royal du 4 décembre 1954) et de son amendement de prescriptions (plan n° 15bis - arrêté royal du 13 août 1957) dans son périmètre actuel;

-d'inscrire la modification du plan en vigueur dans les objectifs suivants, appelés à déterminer les données essentielles du nouveau plan :

1. l'inscription du plan dans les objectifs thématiques du plan régional de développement durable pour cette partie du territoire;
2. l'évaluation des zones de bâtisse et du potentiel (ou non) d'extension du bâti, voire de diminution des zones de bâtisse au profit des espaces extérieurs;
3. la protection du patrimoine en préservant les éléments patrimoniaux;
4. la limitation de la possibilité de démolition des villas pour construire des immeubles à appartements (au nord de la rue Edith Cavell);
5. la précision des destinations par zone d'affectation;
6. le maintien de l'affectation de logement pour l'ilot en étudiant la possibilité de l'instauration d'une mixité de fonctions comme la possibilité d'établir des lieux professionnels accessoires aux logements, les commerces de proximité et / ou de services et le long de la rue Edith Cavell et avenue Montjoie (ancienne poste);
7. l'analyse exhaustive de la possibilité ou non de diviser les grandes maisons, en garantissant des logements de qualité;
8. la réflexion nuancée quant aux besoins en stationnement traditionnel et au développement de nouvelles habitudes de mobilité fondées sur les modes actifs;
9. la mise en adéquation de la configuration de la parcelle à destination sportive du plan particulier d'affectation du sol par rapport à celle de zone d'équipements d'intérêt collectif ou de services publics du plan régional d'affectation du sol et l'adaptation éventuelle de la prescription de destination par rapport à l'évolution des besoins en termes d'équipements (pratiques sportives « indoor », disciplines connexes de bien-être, fonctions accessoires, ouverture de la zone à des équipements d'une ou d'autres nature(s)...);
10. la nécessité d'adaptation ou non des prescriptions des deux permis de lotir en vigueur afin qu'elles permettent la mise en œuvre des prescriptions du nouveau plan et l'application de l'article 123 du CoBAT;



11. la protection des zones de recul et des intérieurs d'îlot, l'analyse qualitative du couvert végétal et le développement de la biodiversité au sein de l'îlot, en « trait d'union » de maillage vert dans le Nord du territoire communal avec l'inscription d'une zone de protection des arbres;
12. la possibilité d'isolation thermique du bâti dans le respect de ses typologies et de caractéristiques architecturales;
13. l'évaluation, nuancée pour cet îlot, des normes de la problématique du stationnement en fonction de l'évolution des besoins;
14. l'aménagement des espaces publics en intégrant plus largement des plantations, la perméabilité des sols et l'intégration des modes actifs;

-de désigner la cellule planification du service de l'urbanisme en tant qu'auteur de projet de la modification du plan, en estimant qu'à priori et sur base de la note d'intention et des objectifs, la modification du plan ne doit pas faire l'objet d'un RIE;

-de recourir ultérieurement, par un marché public dont l'ampleur et les missions seront déterminées une fois connus tous les paramètres de l'étude, aux services d'un bureau d'études spécialisé en urbanisme pour les aspects d'expertises complémentaires à la mission du service de l'Urbanisme (dont notamment et de façon non exhaustive, le relevé de l'îlot, des expertises scientifiques thématiques, l'élaboration et le suivi de la procédure de l'éventuel RIE au cas où il s'avérerait requis);

-de solliciter, sur base de la note d'accompagnement annexe à la présente délibération, l'avis préalable de perspective.brussels, régi par les articles 44, § 1er et 44, § 2 du CoBAT quant à l'opportunité de modifier le plan;

-de solliciter, sur base de la note d'accompagnement annexe à la présente délibération, l'avis de Bruxelles-environnement (IBGE), régi par les articles 44, § 1er et 44, § 3 du CoBAT quant à la nécessité ou non d'accompagner la modification du plan d'un rapport d'incidences environnementales.

---

**Wijziging van BBP 15bis.- Fase van de uitwerkingsprocedure : Wijziging van BBP 15bis, vraag naar voorafgaand advies aan perspective.brussels en Leefmilieu Brussel over de geschiktheid om het plan te wijzigen en over de noodzaak van een milieueffectenrapport.- Projectontwerper : Dienst Stedenbouw - Cel Planning.- uitstel van 25/05/2023**

De Raad,

Gelet op Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15, goedgekeurd bij koninklijk besluit op 4 december 1954, inzake de inrichting van het huizenblok afgebakend door de Edith Cavellstraat, de Montjoielaan, de Churchillrotonde, de Léo Erreralaan en de Roberts Jonesstraat;

Gelet op de wijziging van de voorschriften van dit plan (plan nr. 15bis), goedgekeurd bij koninklijk besluit op 13 augustus 1957;

Overwegende dat het grootste deel van de percelen van het huizenblok bebouwd werd sinds de inwerkingtreding van het plan;

Overwegende dat het plan geleid heeft tot de afgifte van twee verkavelingsvergunningen, die zich beroepen op de bepalingen van het geldende plan;

Gelet op de evolutie van het stedelijk milieu sinds de inwerkingtreding van Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15 en de wijziging ervan (plan nr. 15bis) en het feit dat het plan het voorwerp uitgemaakt heeft van evaluaties in 1997 (basisdossier van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan) en in 2012 (analyse van de verenigbaarheid van het Bijzonder Bestemmingsplan met het hogere plan door het erkend bureau BRAT);

Overwegende de doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling en de evolutie van het in aanmerking nemen van de milieudimensie en van de evolutie van de woonfunctie in de stedenbouwkundige plannen en verordeningen;

Overwegende dat een wijziging van het plan het mogelijk zou maken dit deel van het grondgebied volkomen in deze optiek te doen passen;

Overwegende dat artikel 188, § 11 van het BWRO, dat speciale regelen van openbaarmaking oplegt wegens het hogere plan in de bijzondere bestemmingsplannen goedgekeurd voor 29 juni 2011, van toepassing is op het huizenblok dat door het plan geregeld wordt en dat de wijziging ervan het mogelijk zal maken over te gaan tot een aanzienlijke administratieve vereenvoudiging voor de aanvragen die er ingediend moeten worden;

Overwegende het verschil in oppervlakte en configuratie tussen het sportgebied van het geldende Bijzonder Bestemmingsplan en die van het gebied voor voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten van het Gewestelijk Bestemmingsplan;

Gelet op de begeleidende nota opgesteld door de cel Planning van de dienst Stedenbouw, die besluit tot de gegrondheid om over te gaan tot een wijziging van het plan om het volkomen te doen passen in de huidige stedenbouwkundige en milieukundige bezorgdheden,

Beslist, op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen :

- de wijziging van Bijzonder Bestemmingsplan nr. 15 (koninklijk besluit van 4 december 1954) en vande wijziging van de voorschriften ervan (plan nr. 15bis - koninklijk besluit van 13 augustus 1957) in de huidige perimeter aan te vatten;

- de wijziging van het geldende plan in het kader van de volgende doelstellingen te doen passen, diede essentiële gegevens van het nieuwe plan moeten bepalen :

1. de inschrijving van het plan in de thematische doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling voor dit deel van het grondgebied;
2. de evaluatie van de bouwgebieden en van het potentieel voor de uitbreiding van het gebouwenbestand of zelfs het verminderen van bouwgebieden ten gunste van buitenruimtes;
3. de vrijwaring van het patrimonium met bescherming van de patrimoniale elementen van de gevels en daken;
4. de beperking van de mogelijkheid tot afbraak van de villa's om appartementsgebouwen te bouwen (ten noorden van de Edith Cavellstraat);
5. de verduidelijking van de bestemmingen per bestemmingsgebied;
6. het behoud van de woonbestemming voor het huizenblok door de mogelijkheid te bestuderen om gemengde functies in te voeren, net als de mogelijkheid om professionele plaatsen bij de woningen, buurtwinkels en/of diensten te vestigen langs de Edith Cavellstraat en de Montjoielaan (voormalige post);
7. de volledige analyse van de mogelijkheid of niet om de grote huizen te verdelen door kwalitatieve woningen te garanderen;
8. de genuanceerde reflectie over de behoeften aan traditionele parkeerplaatsen en de ontwikkeling van nieuwe mobiliteitsgewoontes gebaseerd op de actieve verplaatsingswijzen;
9. de afstemming van de configuratie van het perceel voor sportdoeleinden van het Bijzonder Bestemmingsplan op die van het gebied voor voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten van het Gewestelijk Bestemmingsplan en de eventuele aanpassing van het bestemmingsvoorschrift ten opzichte van de evolutie van de behoeften in termen van voorzieningen (sportactiviteiten indoor, samenhangende welzijnsdisciplines, bijkomstige functies, opening van het gebied voor voorzieningen van een of andere aard, ...);
10. de noodzaak tot aanpassing of niet van de voorschriften van de twee geldende verkavelingsvergunningen zodat ze de uitvoering van de voorschriften van het nieuwe plan en de toepassing van artikel 123 van het BWRO mogelijk maken;
11. de bescherming van de achteruitbouwstroken en de binnenterreinen van de huizenblokken, de kwalitatieve analyse van het groenscherm en de ontwikkeling van de biodiversiteit in het huizenblok, als verbinding met het groen netwerk in het noorden van het gemeentelijk grondgebied met de inschrijving van een beschermingsgebied van de bomen;

12. de mogelijkheid tot thermische isolatie van de gebouwen met naleving van de typologieën en bouwkundige kenmerken;
13. de evaluatie, genuanceerd voor dit huizenblok, van de normen van de parkeerproblematiek op basis van de evolutie van de behoeften;
14. de inrichting van de openbare ruimtes door er meer planten in te integreren, de doorlatendheid van de bodems en de integratie van de actieve verplaatsingswijzen;

- de cel Planning van de dienst Stedenbouw aan te duiden als projectontwerper van de wijziging van het plan en te achten dat de wijziging van het plan op het eerste gezicht en op basis van de intentienota en de doelstellingen niet het voorwerp moet uitmaken van een MER;

- later, via een overheidsopdracht waarvan de omvang en de opdrachten bepaald zullen worden zodra alle parameters van de studie gekend zijn, een beroep te doen op de diensten van een studiebureau gespecialiseerd in stedenbouw voor de aspecten van aanvullende expertises bovenop de opdracht van de dienst Stedenbouw (waaronder onder andere en niet limitatief de staat van het huizenblok, thematische wetenschappelijke expertises, de opmaak en de opvolging van de procedure van het eventuele MER indien dit vereist zou zijn);

- op basis van de begeleidende nota bij de onderhavige beraadslaging het voorafgaand advies van perspective.brussels te vragen, geregeld door artikel 44, § 1 en 44, § 2 van het BWRO wat betreft de geschiktheid om het plan te wijzigen;

- op basis van de begeleidende nota bij de onderhavige beraadslaging het advies van Leefmilieu Brussel (BIM) te vragen, geregeld door artikel 44, § 1 en 44, § 3 van het BWRO wat betreft de noodzaak om de wijziging van het plan al dan niet te vergezellen van een milieueffectenrapport.

---

## Régie foncière - Grondregie

### 10 Régie foncière.- Approbation des comptes de la Régie foncière pour l'exercice 2022.

Le Conseil,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales;

Considérant que le service a transmis les comptes annuels de la Régie foncière pour l'exercice 2022; Considérant qu'ils comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan et qu'ils sont accompagnés d'un rapport qui représente les résultats des comptes;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver les comptes annuels 2022 de la Régie foncière.

---

### Grondregie.- Goedkeuring van de rekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2022.

De Raad,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat de dienst de jaarrekeningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2022 heeft overgemaakt;

Overwegende dat ze de begrotingsrekening, de resultatenrekening en het balans bevatten, en dat er een verslag aan wordt bijgevoegd, dat de resultaten van de rekeningen vertegenwoordigt;

Op voorstel van het College der Burgemeester en schepenen,

## Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

### 11 Propriétés communales.- Rue Jean Benaets et chaussée de Saint-Job.- Création d'un chemin vicinal.- Echange de deux parcelles avec une copropriété privée.- Accord sur le principe et fixation des conditions.- Recette extraordinaire.- Recours à un notaire.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale en particulier l'article 232;

Vu la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, datée du 22 décembre 2015, relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles;

Vu le plan particulier d'aménagement numéro 55 "Quartier Saint-Job - Benaets";

Vu le plan général d'alignement adopté définitivement par le Conseil communal, en séance du 24 juin 2021, en vue de créer un chemin vicinal accessible aux piétons et cyclistes, et reliant la Chaussée de Saint-Job à la rue Jean Benaets;

Considérant que le PPA n° 55 autorise la création de deux cheminements pour piétons, tous deux démarrant à la chaussée de Saint Job, l'un se dirigeant vers le plateau Avijl en contournant par l'ouest l'immeuble sis aux numéros 91 à 97 de la rue Jean Benaets, l'autre aboutissant à proximité du rondpoint de la rue Jean Benaets en contournant les mêmes immeubles par l'est;

Que la rue Jean Benaets est sujette à une très importante circulation automobile à certaines heures, du fait de la présence d'une école fondamentale et d'une crèche ainsi que de nombreux logements, entre autres dans les immeubles à appartements situés au bout de cette artère;

Que la rue Jean Benaets est une voie sans issue impliquant dès lors une circulation à double sens difficilement compatible avec la nécessité d'y autoriser du stationnement automobile;

Que les contraintes énoncées ci-avant ne permettent pas une circulation sûre à bicyclette;

Considérant que le tronçon de la chaussée de Saint-Job situé entre la rue de Wansijn et la rue Jean Benaets est souvent également fortement embouteillé;

Considérant que ce tronçon est dangereux et inconfortable pour les usagers faibles (piétons et cyclistes), que la chaussée y est étroite, tout comme les trottoirs, qu'il est malaisé de s'y croiser à plusieurs endroits;

Qu'il existe déjà un sentier piéton reliant la chaussée de Saint-Job à l'école maternelle, mais qu'il n'existe aucune possibilité de poursuivre son chemin vers la rue Jean Benaets et a fortiori l'école primaire et la crèche depuis le parking communal récemment construit sur le terrain situé entre les numéros 643 et 665 de la chaussée de Saint-Job;

Considérant que prolonger et élargir le chemin existant jusqu'à la rue Jean Benaets permettrait d'offrir une connexion attractive et confortable tant aux piétons qu'aux cyclistes;

Considérant qu'elle permettrait en effet aux piétons d'éviter les trottoirs extrêmement étroits de ce tronçon de la chaussée de Saint-Job, aux cyclistes de ne pas se retrouver englués dans la circulation automobile, aux parents d'élèves de stationner leur véhicule sur le nouveau parking public - où des emplacements de stationnement « courte durée » pourraient être créés à cette fin - et d'amener leurs enfants à pied jusqu'à l'école primaire ou à la crèche communale;

Considérant que la création de ce chemin se révèle indispensable à l'amélioration de la mobilité et, partant, à la tranquillité des riverains de la rue Jean Benaets;

Considérant qu'en séance du 28 juin 2021, le Conseil communal a approuvé définitivement le plan général d'alignement pour la voirie cyclo-pédestre;

Considérant qu'après négociations, les copropriétaires de la "Résidence Carloo II" réunis en assemblée générale ordinaire, le 28 mars 2023, ont accepté la proposition faite par la Commune d'Uccle, en date

du 13 octobre 2022, qui consiste à acheter une partie de la parcelle de terrain, pour une superficie d'après mesurage de 54 m<sup>2</sup>, leur appartenant, en échange de la vente à ces mêmes indivisaires de la totalité de la parcelle d'une superficie d'après mesurage égale à 297 m<sup>2</sup>, correspondant à un terrain vague en pente situé entre l'arrière de l'immeuble à appartements, le chemin actuel et le parking public communal accessible par la chaussée de Saint-Job;

Que la parcelle de 54 m<sup>2</sup> ci-avant, cadastrée sous le n° 193 g (partie), a été estimée à 5.400,00 € par le Comité d'acquisition régional, dans son rapport d'expertise du 29 septembre 2021;

Que la parcelle de 297 m<sup>2</sup> ci-avant, cadastrée sous le n° 193 p (partie), a été estimée à 27.000,00 € par le Comité d'acquisition régional, dans son rapport d'expertise du 21 septembre 2022;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins, Décide :

- d'acquérir de l'association des copropriétaires de la "Résidence Carloo II", sise rue Jean Benaets, 91-93, pour cause d'utilité publique, une partie de la parcelle cadastrée dans la 2ème division, section D, sous le numéro 193 g, d'une superficie de 54 ca (54 m<sup>2</sup>), en échange de l'aliénation de la parcelle appartenant à la Commune d'Uccle, cadastrée dans la 2ème division, section D, sous le numéro 193 p, d'une superficie de 2 a 97 ca (297 m<sup>2</sup>);

- de fixer les prix totaux et définitifs suivants pour cette opération: 5.400,00 € (cinq mille quatre centseuros) pour la bande de terrain à acquérir de l'ACP "Résidence Carloo II", contre 27.000 € (vingt-sept mille euros) pour la parcelle communale à vendre à l'ACP "Résidence Carloo II", soit une soulte de

21.600 € (vingt et un mille six cents euros) en faveur de la Commune d'Uccle;

- d'imputer la recette extraordinaire à l'article 124/761-60/87 du budget communal, à créer lors des prochaines modifications budgétaires de 2023;

- de recourir à un notaire de résidence à Uccle pour établir le projet de compromis et passer l'acte authentique.

---

**Gemeente-eigendommen.- Jean Benaetsstraat en Sint-Jobsesteenweg.- Aanleg van een ringweg. Ruil van twee percelen met een particulier mede-eigendom.- Principiële overeenkomst en vastlegging van de voorwaarden.- Buitengewone ontvangst.- Beroep op een notaris.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 232;

Gelet op de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten inzake onroerende goederen;

Gelet op bijzonder bestemmingsplan nummer 55 "Quartier Saint-Job - Benaets";

Gelet op het algemeen rooilijnplan dat definitief is goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 24 juni 2021, met het oog op de aanleg van een buurtweg die toegankelijk is voor voetgangers en fietsers en die de Sint-Jobsesteenweg verbindt met de Jean Benaetsstraat;

Aangezien BPA nr. 55 de aanleg van twee voetgangerswegen toestaat, die allebei starten in de Sint-Jobsesteenweg, de ene loopt richting het Avijlplateau en loopt via het westen rond het gebouw gelegen op nummer 91 tot 97 van de Jean Benaetsstraat, de andere eindigt dicht bij de rotonde van de Jean Benaetsstraat en loopt via het oosten rond dezelfde gebouwen;

Aangezien de Jean Benaetsstraat onderhevig is aan zeer druk autoverkeer, in het bijzonder op bepaalde uren op weekdays, wegens de aanwezigheid van een basisschool en een kinderdagverblijf alsook van talrijke woningen, onder andere in de appartementsgebouwen aan het einde van deze straat;

Aangezien de Jean Benaetsstraat een doodlopende straat is, wat bijgevolg verkeer in beide richtingen inhoudt, wat moeilijk verenigbaar is met de noodzaak om er parkeerplaatsen voor auto's toe te staan;

Aangezien de voornoemde belastende factoren geen veilig fietsverkeer mogelijk maken;

Overwegende dat ook het gedeelte van de Sint-Jobsesteenweg tussen de Wansijnstraat en de Jean Benaetsstraat vaak zwaar belast is;

Overwegende dat dit deel gevaarlijk en onaangenaam is voor zwakke weggebruikers (voetgangers en fietsers), dat de rijbaan er erg smal is, net als de trottoirs, dat het er op verschillende plaatsen moeilijk is om elkaar te kruisen;

Aangezien er al een voetgangersweg bestaat die de Sint-Jobsesteenweg met de kleuterschool verbindt, maar dat er geen enkele mogelijkheid bestaat om zijn weg te vervolgen richting de Jean Benaetsstraat en meer bepaald de lagere school en het kinderdagverblijf vanaf de gemeenteparking die onlangs aangelegd werd op het terrein tussen de Sint-Jobsesteenweg 643 en 665;

Overwegende dat de verlenging en uitbreiding van de bestaande weg tot aan de Jean Benaetsstraat het mogelijk zou maken een aantrekkelijke en aangename verbinding te bieden voor voetgangers en fietsers;

Overwegende dat dankzij deze weg voetgangers immers de uiterst smalle trottoirs van dit deel van de Sint-Jobsesteenweg kunnen vermijden, fietsers niet geklemd worden tussen het autoverkeer, ouders van leerlingen hun voertuig kunnen parkeren op de nieuwe openbare parking - waar hiervoor parkeerplaatsen voor kortparkeren gecreëerd zouden kunnen worden - en hun kinderen te voet naar de lagere school of naar het kinderdagverblijf kunnen brengen;

Overwegende dat de aanleg van deze weg onontbeerlijk lijkt voor de verbetering van de mobiliteit en bijgevolg voor de rust van de bewoners van de Jean Benaetsstraat;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 28 juni 2021 het algemeen rooilijnplan voor de voetgangers-fietsersweg definitief heeft goedgekeurd;

Overwegende dat, na onderhandelingen, de mede-eigenaars van "Résidence Carloo II", bijeengekomen op een gewone algemene vergadering van 28 maart 2023, het voorstel van de gemeente Ukkel, gedateerd 13 oktober 2022, hebben aanvaard, dat bestaat uit de aankoop van een deel van het perceel, met een oppervlakte na meting van 54 m<sup>2</sup>, dat hun toebehoort, in ruil voor de verkoop aan dezelfde mede-eigenaars van het gehele perceel met een oppervlakte na meting van 297 m<sup>2</sup>, overeenkomend met een braakliggend hellend terrein gelegen tussen de achterzijde van het appartementsgebouw, de huidige weg en de openbare gemeentelijke parking bereikbaar via de Sint-Jobsesteenweg;

Overwegende dat het bovenvermelde perceel van 54 m<sup>2</sup>, gekadastraerd onder nr. 193 g (gedeelte), door de Gewestelijke Aankoopcomité in haar expertiseverslag van 29 september 2021 is geraamd op € 5.400;

Overwegende dat het bovenvermelde perceel van 297 m<sup>2</sup>, gekadastraerd onder nr. 193 p (gedeelte), door de Gewestelijke Aankoopcomité in haar expertiseverslag van 29 september 2021 is geraamd op € 27.000;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, Beslist

:

- van de vereniging van mede-eigenaars van "Résidence Carloo II", gelegen aan de Jean Benaetsstraat 91-93, te verwerven ten algemene nutte, bestaande uit de aanleg van een buurtweg voor voetgangers en fietsers die de Sint-Jobsesteenweg en de Jean Benaetsstraat moet verbinden, een deel van het perceel gekadastraerd 2de afdeling, sectie D, onder nummer 193 g, met een oppervlakte van 54 ca (54 m<sup>2</sup>), in ruil voor de overdracht van het perceel dat toebehoort aan de gemeente Ukkel, gekadastraerd 2de afdeling, sectie D, onder nummer 193 p, met een oppervlakte van 2 a 97 ca (297 m<sup>2</sup>);

- de volgende totale en definitieve prijzen voor deze transactie vast te stellen : € 5.400 (vijfduizendvierhonderd euro) voor de van ACP "Résidence Carloo II" te verwerven strook grond, tegenover € 27.000 (zevenentwintigduizend euro) voor het aan ACP "Résidence Carloo II" te verkopen gemeentelijk perceel, aldus een saldo van € 21.600 (eenentwintigduizend zeshonderd euro) ten bate van de gemeente Ukkel;

- de buitengewone ontvangst te boeken onder artikel 124/761-60/87 van de gemeentebegroting, terecreëren bij de volgende begrotingswijzigingen van 2023;

- een beroep te doen op een notaris met residentie in Ukkel om het ontwerp op te stellen en de authentieke akte te verlijden.

---

## DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

### Service vert - Groendienst

#### 12 **Mise à disposition d'un terrain situé avenue Princesse Paola, 9 à 1180 Uccle dans le cadre de la création d'un vignoble écologique et participatif.- Convention de concession domaniale.- report du 25/05/2023**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 31 mai 2022 de mettre à disposition un terrain communal (jardin Paola) situé avenue Princesse Paola, 9 à 1180 Uccle en vue d'y implanter une plantation de pieds de vignes;  
Vu que le bien occupé sera exclusivement utilisé comme terrain pour cultiver des plantes fruitières, vignes et quelques arbres fruitiers et d'y créer une dynamique de quartier dans un projet à long terme, de créer du lien, de favoriser la convivialité et l'implication des habitants et soutenir la biodiversité au contact du vivant;

Vu que l'occupant s'engage à n'utiliser que des moyens écologiques pour ses cultures;

Vu que l'occupant s'engage à respecter les bonnes relations de voisinage et à respecter la quiétude et le cadre de vie des habitants;

Vu que l'occupant s'engage à utiliser le bien selon la destination donnée et à le conserver en bon état d'entretien;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la concession domaniale entre l'association « Les Vignerons Urbains » dont le siège social est établi Avenue de la Princesse Paola 9 à 1180 Bruxelles et représentée par Monsieur Marc Elferink et la Commune d'Uccle;

Vu que la concession domaniale a été validée par le service juridique en date du 12 avril 2023, Décide d'approuver la concession domaniale entre l'association « Les Vignerons Urbains » dont le siège social est établi Avenue Princesse Paola 9 à 1180 Bruxelles et représentée par Monsieur Marc Elferink et la Commune d'Uccle.

---

#### **Terbeschikkingstelling van een terrein in de Prinses Paolalaan 9 te 1180 Ukkel in het kader van de aanleg van een ecologische en participatieve wijngaard.- Domeinconcessieovereenkomst.uitstel van 25/05/2023**

De Raad,

Gelet op de beslissing van het college van 31 mei 2022 om een gemeenteterrein (Paolatuin) in de Prinses Paolalaan 9 te 1180 Ukkel ter beschikking te stellen om er wijnstokken te planten;

Aangezien het goed uitsluitend gebruikt zal worden als terrein om fruitplanten, wijnstokken en enkele fruitbomen te kweken en er een wijkdynamiek in een langetermijnproject tot stand te brengen, banden te smeden, de gezelligheid en de betrokkenheid van de inwoners te stimuleren en de biodiversiteit in contact met de mens te ondersteunen;

Aangezien de gebruiker zich ertoe verbindt enkel ecologische middelen te gebruiken voor zijn teelt;

Aangezien de gebruiker zich ertoe verbindt de goede verstandhouding met de buurt en de rust en de leefomgeving van de bewoners te respecteren;

Aangezien de gebruiker zich ertoe verbindt het goed te gebruiken volgens de gegeven bestemming en het in goede staat van onderhoud te bewaren;

Overwegende dat de domeinconcessie tussen de vereniging "Les Vignerons Urbains", met maatschappelijke zetel Prinses Paolalaan 9 te 1180 Brussel en vertegenwoordigd door de heer Marc

Elferink, en de gemeente Ukkel goedgekeurd moet worden;  
Aangezien de domeinconcessie op 12 april 2023 bekrachtigd werd door de Juridische dienst,  
Beslist de domeinconcessie tussen de vereniging "Les Vignerons Urbains", met maatschappelijke zetel Prinses Paolalaan 9 te 1180 Brussel en vertegenwoordigd door de heer Marc Elferink, en de gemeente Ukkel goed te keuren.

---

13 **Accord de collaboration entre Velt V.Z.W. et l'Administration communale pour l'achat groupé de fruitiers 2023.**

Le Conseil,

Vu que dans le cadre de son projet Bruxellois Verger Partagé, Velt V.Z.W. mène l'action achat groupé d'arbres et arbustes fruitiers à Bruxelles;

Vu que cette action s'inscrit dans le cadre de la stratégie Good Food et est soutenue par Bruxelles Environnement;

Vu que l'action s'adresse à tou(te)s Bruxellois(es) - citoyens, écoles, associations et administrations – et a pour but d'augmenter la présence du fruitier à Bruxelles et de fournir des plantes fruitières qualitatives et adaptées au contexte urbain auprès du public Bruxellois;

Vu que cette initiative s'inscrit dans la philosophie du projet ARBRES « Arboriculture Régionale Bruxelloise pour une Résilience Eco-systémique et Solidaire » d'Innoviris approuvé par l'Assemblée en date du 21 janvier 2020;

Vu que dans le cadre de ce projet, Uccle travaille déjà en collaboration avec Velt qui est co-chercheur au même titre que la commune d'Uccle;

Vu que cette action a déjà eu lieu en 2021 et 2022 et que l'augmentation des commandes est significative sur ces deux années (2021 : 25 commandes soit 123 plants et 2022 : 30 commandes soit 469 plants);

Vu que dans le cadre de cette action, la commune doit s'engager à promouvoir l'achat groupé via les canaux d'information de la commune (site communal, journal communal et page Facebook, affichage à l'accueil des infrastructures publiques, flyers, diffusion de l'info au personnel communal via Intcomm, aux écoles et aux groupement citoyens par mail) pendant la période de commande (du 15 août au 30 septembre);

Vu que Velt recommande de prévoir deux piques de communication, une au début et une vers la fin de la période;

Vu que Velt envoie préalablement le matériel de communication nécessaire (texte, assortiment, logo etc.) à la commune;

Vu que pour organiser la distribution aux ucclois, Velt demande que la commune mette à disposition un lieu sur le territoire communal pour la distribution des commandes pendant une ou une demijournée (durée définie en fonction du nombre de commandes) dans la période entre 15 Novembre et 15 Décembre 2023;

Vu que le lieu doit répondre aux critères suivants : un espace de min. 100 m<sup>2</sup>, facilement accessible en voiture et en remorque et suffisamment d'espace de stationnement et qu'aucun frais ne sera chargée à Velt pour la location du lieu;

Vu que le site Stroobant (dépôt du Service Vert) conviendrait;

Vu que pour raison de complexité logistique, un point de collecte ne peut être organisé que si au moins 100 arbres et arbustes fruitiers peuvent y être livrés;

Vu que Velt met à disposition une personne et plusieurs bénévoles pour cette action mais demande qu'un membre du personnel communal soit présent en support;

Vu que cette action est gratuite;

Considérant que Velt V.Z.W est la seule A.S.B.L pouvant offrir ces prestations, Décide

:

- de participer à ce projet en collaboration avec Velt V.Z.W.;



- de valider le projet d'accord de collaboration;
- de charger les services concernés de communiquer via les canaux de communication : site internet Wolvendael - Facebook, Intcomm, etc.;
- de mettre à disposition le site Stroobant (dépôt du Service Vert) pendant une demi-journée (de 9h-14h) dans la période entre le 15 novembre et le 15 décembre 2023;
- d'autoriser les heures supplémentaires pour un agent du Service Vert pour cette demi-journée.

---

### **Samenwerkingsovereenkomst tussen Velt V.Z.W. en het Gemeentebestuur voor de groepsaankoop van fruitbomen 2023.**

De Raad,

Aangezien Velt V.Z.W. in het kader van zijn project Bruxellois Verger Partagé de actie groepsaankoop van fruitbomen en -struiken in Brussel voert;

Aangezien deze actie past in het kader van de Good Foodstrategie en gesteund wordt door Leefmilieu Brussel;

Aangezien deze actie zich richt tot alle Brusselaars - burgers, scholen, verenigingen en besturen - en als doel heeft om de aanwezigheid van fruitbomen in Brussel te verhogen en kwalitatieve fruitplanten aangepast aan de stedelijke context te leveren aan het Brusselse doelpubliek;

Aangezien dit initiatief past in de filosofie van het project ARBRES "Arboriculture Régionale Bruxelloise pour une Résilience Eco-systémique et Solidaire" van Innoviris, goedgekeurd door de vergadering op 21 januari 2020;

Aangezien Ukkel in het kader van dit project al samenwerkt met Velt, die net als de gemeente Ukkel mede-onderzoeker is;

Aangezien deze actie al plaatsgevonden heeft in 2021 en 2022 en de toename van de bestellingen significant is in deze twee jaar (2021: 25 bestellingen ofwel 123 planten en 2022: 30 bestellingen ofwel 469 planten);

Aangezien de gemeente zich in het kader van deze actie ertoe moet verbinden om de groepsaankoop via de informatiekkanalen van de gemeente (gemeentelijke website, gemeentebblad en Facebookpagina, aanplakking aan het onthaal van de openbare infrastructures, flyers, verspreiding van de info aan het gemeentepersoneel via Intcomm en aan de scholen en burgergroeperingen per mail) te promoten tijdens de bestelperiode (van 15 augustus tot 30 september);

Aangezien Velt aanbeveelt om twee communicatiepieken te voorzien, een aan het begin en een aan het einde van de periode;

Aangezien Velt het nodige communicatiemateriaal (tekst, assortiment, logo, enz.) vooraf naar de gemeente opstuurt;

Aangezien om de verdeling aan de Ukkelaars te organiseren Velt vraagt dat de gemeente een plaats op het gemeentelijk grondgebied ter beschikking stelt voor de verdeling van de bestellingen gedurende een dag of een halve dag (duur bepaald op basis van het aantal bestellingen) in de periode van 15 november tot 15 december 2023;

Aangezien deze plaats moet beantwoorden aan de volgende criteria: een ruimte van minstens 100 m<sup>2</sup>, gemakkelijk bereikbaar met de wagen en aanhangwagen en voldoende parkeerruimte en er zullen geen kosten aan Velt aangerekend worden voor de huur van de plaats;

Aangezien terrein Stroobant (opslagplaats van de Groendienst) geschikt zou zijn;

Aangezien een afhaalpunt wegens de logistieke complexiteit slechts georganiseerd kan worden indien er minstens 100 fruitbomen en -struiken geleverd kunnen worden;

Aangezien Velt voor deze actie een persoon en verschillende vrijwilligers ter beschikking stelt, maar vraagt dat een lid van het gemeentepersoneel ter ondersteuning aanwezig is;

Aangezien deze actie gratis is;

Aangezien dat Velt de enige V.Z.W is dat dit soort diensten kan aanbieden, Beslist

:

- aan dit project deel te nemen in samenwerking met Velt V.Z.W.;
  - het ontwerp van samenwerkingsovereenkomst te bekrachtigen;
  - de betrokken diensten ermee te belasten om te communiceren via de volgende kanalen: website Wolvendael - Facebook, Intcomm, enz.;
  - Terrein Stroobant (opslagplaats van de Groendienst) gedurende een volledige dag (van 9 tot 14 uur) ter beschikking te stellen in de periode van 15 november tot 15 december 2023;
  - de overuren van een ambtenaar van de Groendienst voor deze halve dag toe te staan.
- 

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

### **Culture - Cultuur**

#### **14 Culture.- Subside aide à la création artistique.- Approbation de la modification du règlement.**

Le Conseil,

Attendu que le Collège échevinal, en séance du 1er septembre 2020, a marqué son accord sur la création d'un dispositif d'aide à la création sous la forme d'un subside;

Attendu que le montant du subside aide à la création artistique s'élève à 10.000 €;

Attendu que le montant du subside s'élève à 2.000 € par lauréat;

Attendu qu'une modification a été apportée au règlement par rapport à la version précédente qui se trouve en pièce jointe à la présente;

Attendu que les projets introduits doivent désormais proposer un projet photographique;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver les modifications du règlement relatif au dispositif d'aide à la création en annexe.

---

#### **Cultuur.- Subsidie steun aan de artistieke creatie.- Goedkeuring van de wijziging van het reglement.**

De Raad,

Overwegende dat het Schepencollege, in zijn vergadering van 1 september 2020, heeft ingestemd op de instelling van een steunregeling aan de artistieke creatie in de vorm van een subsidie;

Overwegende dat het bedrag van de subsidie voor artistieke creatie 10.000 € bedraagt;

Aangezien dat het bedrag van de subsidie van 2.000 € is per winnaar;

Aangezien dat er een wijziging in het reglement zijn aangebracht ten opzichte van de vorige versie, die hierbij is gevoegd;

Aangezien dat de ingevoerde projecten nu een fotoproject moeten bieden;

Op voorstel van het College van Burgemester en schepenen,

Besluit de wijzigingen van het reglement betreffende de creatiesteun in de bijlage goed te keuren.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

### **Participation citoyenne - Burgerparticipatie**

#### **15 Participation citoyenne.- Budget participatif 2024.- Règlement et formulaire.**

Le Conseil,

Attendu la circulaire relative au budget participatif prévu à l'article 258bis de la nouvelle loi communale;

Attendu que cette circulaire indique comment une commune doit prendre en compte certains éléments lors de l'élaboration d'un règlement relatif au budget participatif;

Attendu que cet exercice concret de démocratie directe qui renforce la transparence de l'action publique se doit d'être correctement encadré par un règlement actualisé;

Attendu qu'il convient de répondre au cadre fixé par la Région;

Attendu que les échanges avec les citoyens et l'évaluation globale du budget participatif 2022 ont également montré la pertinence d'adapter le règlement et le formulaire du budget participatif afin de clarifier certaines étapes du processus et faciliter le déroulement du processus global,

Décide de valider les modifications apportées au règlement et au formulaire du budget participatif 2021 se trouvant en annexe.

---

### **Burgerinspraak.- Participatief budget 2024.- Reglement en formulier.**

De Raad,

Gelet op de omzendbrief met betrekking tot het participatieve budget voorzien in artikel 258bis van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien deze omzendbrief aangeeft hoe een gemeente rekening moet houden met bepaalde elementen bij de opstelling van een reglement met betrekking tot het participatieve budget;

Aangezien deze praktische oefening in directe democratie, die de transparantie van het overheidsoptreden verhoogt, naar behoren moet worden omkaderd door een geactualiseerd reglement;

Aangezien er rekening gehouden moet worden met het door het Gewest vastgestelde kader;

Aangezien de uitwisselingen met de burgers en de globale evaluatie van het participatieve budget 2022 eveneens hebben aangetoond dat het reglement en het formulier van het participatieve budget aangepast moeten worden om bepaalde fases van het proces te verduidelijken en het verloop van het proces in zijn geheel te vergemakkelijken,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de wijzigingen die zijn aangebracht in het reglement en het formulier van het participatieve budget 2021, toegevoegd in de bijlage.

---

### **16 Participation citoyenne.- Règlement communal relatif à l'octroi de subsides de fonctionnement pour les comités de quartiers.**

Le Conseil,

Considérant que le service participation citoyenne a pour objectif de contribuer à faire vivre la participation citoyenne, accompagner et soutenir les citoyens qui souhaitent réaliser des projets pour améliorer la qualité de vie à Uccle;

Considérant que l'une des dix recommandations des Etats généraux ucclois est de soutenir les comités de quartier notamment via l'attribution d'un budget;

Que les Comités de quartier, constituent des regroupements de citoyens, servant d'interlocuteur entre les habitants d'un quartier et les élus locaux ; que leur champ d'activité concerne, non pas la défense d'intérêts particuliers, mais les questions d'intérêt général (voirie, circulation, propreté, voisinage, etc.), qu'ils contribuent notamment à la question de la démocratie participative et peuvent tenir un rôle de proposition et d'action;

Considérant que sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est souhaité octroyer un subside de fonctionnement annuel d'un montant de maximum 500 euros aux comités de quartier ucclois qui introduiraient une demande à cette fin et ce, dans les limites budgétaires prévues à cet effet soit 10.000 € inscrit en 2023 à l'article 104/332-02/17;

Que les conditions et les formalités d'octroi de ce subside font l'objet d'un projet de règlement ciannexé;  
Que dans un souci de simplification administrative, un formulaire-type de demande a également été établi;

Considérant qu'il est proposé que ce règlement entre en vigueur le 5 juillet 2023,

Décide d'approuver le règlement communal relatif à l'octroi de subsides de fonctionnement pour les comités de quartiers ci-annexé et le formulaire de demande s'y rapportant.

---

### **Burgerinspraak.- Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van werkingssubsidies aan buurtcomités.**

De Raad,

Overwegende dat het doel van de dienst Burgerinspraak is bij te dragen aan de ontwikkeling van burgerinspraak, het begeleiden en ondersteunen van burgers die projecten willen uitvoeren ter verbetering van de leefbaarheid in Ukkel;

Overwegende dat een van de tien aanbevelingen van de Ukkelse Staten-Generaal erin bestaat de buurtcomités te ondersteunen, met name door de toewijzing van een budget;

Overwegende dat de buurtcomités groepen burgers zijn die als gesprekspartner optreden tussen de bewoners van een wijk en de plaatselijke verkozenen; dat hun werkerrein niet de verdediging van specifieke belangen betreft, maar kwesties van algemeen belang (wegen, verkeer, reinheid, wijken enz.), dat zij met name bijdragen tot de kwestie van de participerende democratie en een rol van voorstel en actie kunnen spelen;

Overwegende dat men, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, een jaarlijkse werkingssubsidie van maximum 500 euro wenst toe te kennen aan de Ukkelse buurtcomités die hiertoe een aanvraag indienen en dit binnen de budgettaire grenzen die hiervoor zijn voorzien, namelijk € 10.000 ingeschreven in 2023 onder 104/332-02/17;

Overwegende dat de voorwaarden en formaliteiten voor de toekenning van deze subsidie zijn opgenomen in het bijgevoegde ontwerp van reglement;

Overwegende dat er met het oog op administratieve vereenvoudiging ook een standaard aanvraagformulier werd opgesteld;

Overwegende dat wordt voorgesteld dat dit reglement in werking treedt op 5 juli 2023,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde gemeentelijke reglement betreffende de toekenning van werkingssubsidies aan buurtcomités en het daarbij horende aanvraagformulier.

---

### **17 Participation citoyenne.- Subside « Coup de Pouce projet citoyen » 2023.- Premier appel à projets.- Subsidies aux organismes au service des ménages.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Attendu que lors de la séance du 21 février 2023, le Collège a autorisé la mise en place d'une enveloppe subside « Coup de pouce projets citoyens » pour un montant total maximum de 30.000 € pour l'année 2023 dans le cadre du règlement adopté en conseil communal du 25 mars 2021 et via le lancement de deux appels à projets, en avril/mai et en septembre/octobre 2023;

Vu que les demandes de subside dans le cadre du premier appel de 2023 pouvaient être transmises du 4 avril au 18 mai 2023 et que 15 dossiers ont été reçus et sont recevables;

Vu qu'en accord avec le Règlement et afin de former le Comité d'évaluation, tous les groupes politiques composant le Conseil communal ont été contactés;

Vu que le comité d'évaluation composé de l'Echevine de la Participation citoyenne Perrine Ledan ainsi que les membres des groupes politiques ayant marqué leur intérêt, soit Mesdames Marion Van Offelen et Véronique Lederman ainsi que Messieurs Bernard Hayette et Pierre Desmet s'est réuni pour analyser les 15 dossiers reçus;

Attendu que sur les 15 projets analysés par le Comité, seuls 12 projets sont éligibles eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et ont reçu une évaluation positive à l'unanimité du Comité de sélection, à savoir :

Le projet « Babelbike » porté par l'ASBL Babelbike représenté par Pierre Visart ; Le projet « Cinécoq » représenté par Pascal Delaunois ; Le projet « Micro Coghen Festival » représenté par Ann-Michele Verheyden ; Le projet « Grand rêve pour la petite drève du Sénéchal » représenté par Véronique Dellis ; Le projet « Intergénérationnel entre les jeunes de l'IRSA et la résidence de l'Olivier » représenté par Sylvianne Marmoy ; Le projet « Saint-Job qui bouge » représenté par Isabelle Detry ; Le projet « Vignerons urbains » représenté par Marc Elferink ; Le projet « Warned » représenté par Sohie Brouhon ; Le projet de « Fête de la musique » du Comité de quartier de l'Observatoire représenté par Daniel Faniel ; Le projet « Nous sommes Saint-Job » représenté par Véronique Damas ; Le projet « Potager in the city » porté par le Comité de Quartier de l'Observatoire, représenté par Maxime Dahan ; Le projet de « Pousse-Pousse : Aménagement de la plaine Anjou »

porté par le comité de quartier durable Messidor représenté par Gauthier Bernadette;

Attendu que le Comité d'évaluation a pris la décision de subsidier les projets retenus ci-dessus à hauteur d'un montant total de 17.975,73 €;

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe, Décide

:

- d'approuver les 12 projets susmentionnés retenus par le Comité d'évaluation;
- d'autoriser le paiement de la somme totale de 17.975,73 € dans le cadre du Subside « Coup de Pouce Projet Citoyen », premier appel de 2023, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2023 selon la répartition suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :

- 2.975,73 € pour le projet projet « Babelbike » porté par l'ASBL Babelbike représenté par Pierre Visart (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé) ;
- 1.000 € pour projet « Cinécoq » représenté par Pascal Delaunois (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé) ;
- 1.000 € pour le projet « Micro Coghen Festival » représenté par Ann-Michele Verheyden (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet « Grand rêve pour la petite drève du Sénéchal » représenté par Véronique Dellis (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet « Intergénérationnel entre les jeunes de l'IRSA et la résidence de l'Olivier » représenté par Sylvianne Marmoy (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);

- 3.000 € pour le projet « Vignerons urbains » représenté par Marc Elferink (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet « Saint-Job qui bouge » représenté par Isabelle Detry (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 3.000 € pour le projet « Warned » représenté par Sophie Brouhon (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet de fête de la musique du Comité de quartier de l'Observatoire représenté par Daniel Faniel (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet « Nous sommes Saint-Job » représenté par Véronique Damas (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet « Potager in the city » porté par le Comité de Quartier de l'Observatoire, représenté par Maxime Dahan (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé);
- 1.000 € pour le projet de « Pousse-Pousse : aménagement de la plaine Anjou » porté par le comité de quartier durable Messidor représenté par Gauthier Bernadette (80 % du montant seront versés dans un premier temps et les 20 % restant seront ensuite versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé).

---

### **Burgerinspraak.- Subsidie Ondersteuning burgerproject 2023.- Eerste projectoproep.Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen.**

De Raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doelstelling begrotingsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien het college in zitting van 21 februari 2023 de invoering van een subsidiebudget "Ondersteuning burgerprojecten" toegestaan heeft voor een totaalbedrag van maximum € 30.000 voor het jaar 2023 in het kader van het reglement dat op 25 maart 2021 goedgekeurd werd door de gemeenteraad en via de lancering van twee projectoproepen in april/mei en september/oktober 2023; Aangezien de subsidieaanvragen in het kader van de eerste oproep van 2023 ingediend konden worden van 4 april tot 18 mei 2023 en dat er 15 dossiers ingediend werden;

Aangezien 12 dossiers ontvankelijk zijn en in aanmerking komen gezien de voorwaarden die bepaald werden in het voornoemde gemeentereglement;

Aangezien in overeenstemming met het reglement en om het evaluatiecomité samen te stellen alle politieke fracties in de gemeenteraad gecontacteerd werden;

Aangezien het evaluatiecomité, bestaande uit de schepen van Burgerinspraak, Perrine Ledan, en de leden van de politieke fracties die hun interesse getoond hebben, hetzij mevrouw Marion Van Offelen, mevrouw Véronique Lederman, de heer Bernard Hayette en de heer Pierre Desmet, samengekomen is om de 15 ingediende dossiers te analyseren;

Aangezien 12 van de 15 projecten die door het comité geanalyseerd werden unaniem een positieve evaluatie van het selectiecomité gekregen hebben, meer bepaald :

Het project ""Babbelbike", gedragen door vzw Babbelbike, vertegenwoordigd door Pierre Visart; Het project "Cinécoq", vertegenwoordigd door Pascal Delaunois; Het project "Micro Coghén Festival", vertegenwoordigd door Ann-Michele Verheyden; Het project "Grand rêve pour la petite drève du Sénéchal", vertegenwoordigd door Véronique Dellis; Het project "Intergénérationnel entre les jeunes de l'IRSA et la résidence de l'Olivier", vertegenwoordigd door Sylvianne Marmoy; Het project "Saint-Job qui bouge", vertegenwoordigd door Isabelle Detry; Het project "Vignerons urbains", vertegenwoordigd door Marc Elferink; Het project "Warned", vertegenwoordigd door Sophie Brouhon; Het project "Fête de la musique" van het wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Daniel Faniel; Het project "Nous sommes Saint-Job", vertegenwoordigd door Véronique Damas; Het project "Potager in the city", gedragen door het wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Maxime Dahan; Het project "Pousse-Pousse : aménagement de la plaine Anjou", gedragen door het duurzame wijkcomité Messidor, vertegenwoordigd door Gauthier Bernadette;

Aangezien het evaluatiecomité beslist heeft om de hierboven geselecteerde projecten te subsidiëren ten belope van een totaalbedrag van € 17.975,73;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage zitten, Beslist

:

- de 12 voornoemde projecten, die geselecteerd werden door het evaluatiecomité, goed te keuren;  
- de betaling van het totaalbedrag van € 17.975,73 toe te staan in het kader van de subsidie "Ondersteuning burgerproject", eerste oproep van 2023, op artikel 104/332-02/17 van het dienstjaar 2023, volgens de volgende verdeling en met naleving van artikel 7 van het gemeentereglement :

- € 2.975,73 voor het project "Babbelbike", gedragen door vzw Babbelbike, vertegenwoordigd door Pierre Visart (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Cinécoq", vertegenwoordigd door Pascal Delaunois (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Micro Coghén Festival", vertegenwoordigd door Ann-Michele Verheyden (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Grand rêve pour la petite drève du Sénéchal", vertegenwoordigd door Véronique Dellis (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Intergénérationnel entre les jeunes de l'IRSA et la résidence de l'Olivier", vertegenwoordigd door Sylvianne Marmoy (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);

- € 3.000 voor het project "Vignerons urbains", vertegenwoordigd door Marc Elferink (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Saint-Job qui bouge", vertegenwoordigd door Isabelle Detry (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 3.000 voor het project "Warned", vertegenwoordigd door Sophie Brouhon (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Fête de la musique", gedragen door het wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Daniel Faniel (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Nous sommes Saint-Job", vertegenwoordigd door Véronique Damas (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Potager in the city", gedragen door het wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Maxime Dahan (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project);
- € 1.000 voor het project "Pousse-Pousse : aménagement de la plaine Anjou", gedragen door het duurzame wijkcomité Messidor, vertegenwoordigd door Gauthier Bernadette (80 % van het bedrag wordt in eerste instantie gestort en de overige 20 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een activiteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project).

---

## DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

### Recette - Ontvangerij

#### 18 Budget 2022.- Modifications budgétaires N°s 98 et 99.

Le Conseil,

Vu que la modification budgétaire n° 98 du service ordinaire de l'exercice 2022, conformément aux prescriptions de la circulaire du Service public Régional de Bruxelles, relative à la clôture de l'exercice, porte sur les dépenses pour lesquelles une insuffisance de crédit a été constatée, sans compensation possible au sein de la même fonction budgétaire (en matière de rémunérations du personnel de l'enseignement, le remboursement de non-valeurs de droits constatés...);

Considérant que cette modification budgétaire diminue le résultat budgétaire de l'exercice propre ainsi que celui du résultat global;



Vu que la modification budgétaire n° 99 du service extraordinaire porte sur l'enregistrement de réajustements de crédits de dépenses,  
Décide d'approuver les modifications budgétaires 98 ordinaire et 99 extraordinaire de 2022 dont les cahiers sont joints, en annexe.

---

### **Begroting 2022.- Begrotingswijzigingen nrs 98 en 99.**

De Raad,

Aangezien de begrotingswijziging nr. 98 van de gewone dienst 2022, overeenkomstig de voorschriften van de omzendbrief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de afsluiting van het dienstjaar, betrekking heeft op de uitgaven waarvoor een krediettekort werd vastgesteld zonder mogelijke compensatie binnen dezelfde begrotingsfunctie (op het gebied van het personeel van het onderwijs, de terugbetaling van onwaarden van vastgestelde rechten...)

Aangezien het begrotingsresultaat van het eigen dienstjaar hiermee daalt, maar ook het globale resultaat;  
Aangezien de begrotingswijziging nr. 99 van de buitengewone dienst betrekking heeft op de registratie van herzieningen van uitgavekredieten,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen 98 gewone dienst en 99 buitengewone dienst van 2022 waarvan de nota's in de bijlage werden toegevoegd.

---

### **19 Compte 2022.- Approbation.**

Le Conseil,

Vu l'article 78 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'article 240 de la nouvelle loi communale;

Attendu que le compte 2022 est clôturé et annexé; Vu les annexes explicatives constituant un recueil séparé;

Décide d'arrêter le compte 2022.

---

### **Rekening 2022.- Goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op artikel 78 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 betreffende het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding; Gelet op artikel 240 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de rekening 2022 afgesloten is en bijgevoegd

is; Gelet op de afzonderlijke verklarende bijlagen, Beslist

de rekening 2022 vast te stellen.

---

### **20 Budget 2023.- Modifications budgétaires N°s 1 et 2.**

Le Conseil,

Considérant qu'il convient à l'Assemblée de soumettre au vote du Conseil communal les modifications budgétaires n° 1 et 2 du budget 2023;

Vu que ces modifications reprennent l'adaptation de différents crédits de recettes et de dépenses du service ordinaire et extraordinaire;

Considérant que nous joignons, en annexe, les cahiers reprenant les articles modifiés;

Décide d'approuver les modifications budgétaires influençant les résultats du budget 2023 telles qu'elles se présentent :

1°) SERVICE ORDINAIRE (M.B. n° 1)

A. RESULTAT EX. ORDINAIRE BUDGET INITIAL	Boni	5.142.387,37
B. RESULTAT DE LA MB 1 (hors injection boni)	Mali	-179.887,89
C=A+B NOUVEAU RESULTAT EX. PROPRE	Boni	4.962.499,48
D. RESULTAT EX. ANTERIEURS BUDGET INITIAL	Boni	5.000.000,00
E. PRELEVEMENTS GENERAUX BUDGET INTIAL		-3.000.000,00
F. INJECTION BONI 2022 ORDINAIRE	Boni	5.931.852,81
G. PRELEVEMENT DE L'ORDINAIRE VERS LE FONDS DE RESERVE EXTRAORDINAIR		
H=C+D+E+F+G RESULTAT EX.GLOBAL	Boni	10.000.000,00

2°) SERVICE EXTRAORDINAIRE (M.B. n° 2)

L'augmentation des dépenses de l'exercice de la MB 2 (1.946.940,62 €) est compensée par une a fonds de réserve, 222.909,29 € de ventes et une diminution des emprunts pour un montant de 45 47.654.550,77 €.

---

**Begroting 2023.- Begrotingswijzigingen nrs 1 en 2.**

De Raad,

Overwegende dat de vergadering begrotingswijzigingen 01 en 02 van de begroting 2023 ter goedkeuring moet voorleggen aan de gemeenteraad;

Aangezien deze wijzigingen de aanpassing omvatten van verschillende kredieten inzake ontvangsten en uitgaven van de gewone en de buitengewone dienst;

Overwegende dat we de gewijzigde artikels als bijlage hebben toegevoegd,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen die een invloed hebben op de resultaten van de begroting 2023, als volgt :

1°) GEWONE DIENST (BW 1)

A. RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPRONKELIJKE BEGROTING	Overschot	
5.142.387,37		
B. RESULTAAT VAN BW 1	Tekort	-179.887,89
C=A+B NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR	Overschot	
4.962.499,48		

D. RESULTAAT VOORGAANDE DIENSTJAREN OORSPRONKELIJKE BEGROTING

Overschot	5.000.000,00	
E. ALGEMENE OVERBOEKINGEN OORSPRONKELIJKE BEGROTING		-
	3.000.000,00	
F. INJECTIE OVERSCHOT 2022 GEWONE DIENST		Overschot
	5.931.852,81	
G. OVERBOEKING VAN DE GEWONE DIENST NAAR HET BUITENGEWONE RESERVE		
H=C+D+E+F+G RESULTAAT GLOBAAL DIENSTJAAR		Overschot
	10.000.000,00	

## 2°) BUITENGEWONE DIENST (BW 2)

De stijging van de uitgaven van het dienstjaar van BW 2 (€ 1.946.940,62) wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige stijging van financieringsontvangsten (waarvan € 2.176.031,33 reservefonds, € 222.909,29 verkopen en minder leningen voor een bedrag van € 452.000). Het globale resultaat van de buitengewone dienst is op heden €- 47.654.550,77.

## DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

### Personnel - Personeel

#### 21 Règlement de travail.- Modifications.

Le Conseil,

Considérant que suite à des modifications législatives, le règlement de travail doit être revu; Que ces modifications concernent :

- Clarification de l'horaire fixe des ouvriers (8h – 11h45 / 12h15-16h);
- Absence pour incapacité de travail d'une journée sans certificat médical : précisions;
- Trajet de réintégration (adaptation selon les modifications de la législation en vigueur : les délais sont désormais en jours calendriers plutôt qu'en jours ouvrables, modifications des délais, le médecin-conseil ne peut plus démarrer les trajets, les décisions du conseiller en prévention-médecin du travail sont réduites à 3 au lieu de 5, etc.);
- Force majeure médicale : une section a été ajoutée afin de détailler la procédure spécifique de force majeure médicale conformément aux modifications applicables depuis le 28 novembre 2022;
- Droit à la déconnexion;

Que la numérotation des articles sera adaptée après son approbation par l'Assemblée de ce jour;

Que ces modifications sont présentées dans les documents en annexe;

Vu que ces modifications ont été soumises et acceptées par le Collège du 16 mai 2023;

Vu que ces modifications ont été soumises au Comité Particulier de Négociation du 15 juin 2023 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide de modifier le règlement de travail tel que repris en annexe.

### Arbeidsreglement.- Wijzigingen.

De Raad,

Overwegende dat het arbeidsreglement herzien moet worden ingevolge wetswijzigingen; Dat deze wijzigingen de volgende zijn :

- Verduidelijking van de vaste uren voor arbeiders (8 - 11.45 uur / 12.15 - 16 uur);
- Afwezigheid wegens arbeidsongeschiktheid gedurende één dag zonder medisch attest: verduidelijking; • Reïntegratietraject (aanpassing aan de wijzigingen van de geldende wetgeving: de termijnen zijn voortaan in kalenderdagen in plaats van werkdagen, wijzigingen in de termijnen, de geneesheer-adviseur kan geen trajecten meer starten, de beslissingen van de preventieadviseurarbeidsgeneesheer worden teruggebracht tot 3 in plaats van 5 enz.);
- Medische overmacht: er is een rubriek toegevoegd om de specifieke procedure voor medische overmacht nader uit te werken overeenkomstig de wijzigingen die vanaf 28 november 2022 van toepassing zijn;
- Recht op ontkoppeling;

Dat de nummering van de artikels aangepast zal worden na de goedkeuring ervan door de vergadering van vandaag;

Dat deze wijzigingen voorgesteld zijn in de bijgevoegde documenten;

Aangezien deze wijzigingen voorgelegd werden aan en aanvaard werden door het college van 16 mei 2023;

Aangezien deze wijzigingen voorgelegd werden aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 15 juni 2023 en het voorwerp uitgemaakt hebben van een protocolakkoord; Beslist het arbeidsreglement zoals opgenomen in de bijlage te wijzigen.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

### Secrétariat central - Centraal secretariaat

#### 22 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 23 mai 2023 - Réparation du mur du chemin piétonnier Stalle/Adolphe Wansart - 24.139,50 € (T.V.A. comprise) - Article 766/721-60/83 - Fonds de réserve;

- 30 mai 2023 - Centrale de marchés INTERFIN (Utilisation performante et rationnelle de l'énergie) Approbation de la fiche projet (honoraires bureau d'étude) établie par Sibelga pour le remplacement des chaudières au mazout par deux chaudières gaz à condensation sur le site de la crèche du Globe et pour la suppression et le remplacement de la chaudière sur le site du Centre de Santé - 53.308,27 € (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/85 - Fonds de réserve;

- 30 mai 2023 - Centre culturel d'Uccle - Remplacement d'un chauffe-eau - 19.464,23 € (T.V.A.comprise) - Article 76201/724-60/85 - Fonds de réserve;

- 30 mai 2023 - Mobilier pour les écoles communales, les crèches et services administratifs 2023 60.700 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/741-51/40, 722/741-51/40, 706/741-51/40, 734/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40, 766/741-51/83 et 84401/741-51/58 - Fonds de réserve;

- 6 juin 2023 - Achat en urgence d'un lave-vaisselle pour la buvette du complexe de Neerstalle - 335 € (T.V.A. comprise) - Article 764/744-98/12 - Fonds de réserve;

- 6 juin 2023 - Ecole du Centre - Remplacement du mur du jardin par une clôture - 44.424,60 €(T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83;
- 6 juin 2023 - Ecole du Homborch - Rénovation de circuit hydraulique et mise en place d'une régulation - 99.100 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 6 juin 2023 - Marché de services pour l'entretien et dépannage des installations techniques des pompes de relevage pour une durée de 2 ans de 2023 à 2025 (reconductible 2 x 1 an) - 80.000 € (hors T.V.A.) - Articles relevant du code économique 125-06/85;
- 6 juin 2023 - Fourniture et pose de matériel et équipement pour les cuisines industrielles communales - 56.303,68 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/744-51/40 (écoles primaires), 75102/744-51/40 (ICPP), 84401/744-51/58 (crèches) et 76302/744-51/58 (salle 1180 - MB en cours);
- 13 juin 2023 - Fourniture de petits matériels scolaires pour les écoles communales 2023 Approbation du dépassement de l'estimation de 53.639,15 € - Articles 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 et 75102/124-02/40.

---

### **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 23 mei 2023 - Herstelling van de muur van de voetpad Stalle /Adolphe Wansart - 24.139,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/721-60/83 - Reservefonds;
- 30 mei 2023 - Opdrachtcentrale INTERFIN (performant en rationeel energiegebruik) Goedkeuring van de door Sibelga vastgestelde projectfiche voor de vervanging van de mazoutketels door twee condensatiegasketels op de site van de kinderopvang van de Globe en voor de verwijdering en de vervanging van de ketel op de site van het gezondheidscentrum - 53.308,27 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/747-60/85 - Reservefonds;
- 30 mei 2023 - Centre culturel Cultureel Centrum van Ukkel - Vervanging van een waterverwarmingstoestel - 19.464,23 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76201/724-60/85 Reservefonds;
- 30 mei 2023 - Meubilair voor de gemeentescholen, kinderdagverblijven en administratieve diensten 2023 - 60.700 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/741-51/40, 722/741-51/40, 706/741-51/40, 734/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40, 766/741-51/83 en 84401/741-51/58 Reservefonds;
- 6 juni 2023 - Dringende aankoop van een vaatwasser voor de kantine van het sportcomplex Neerstalle - 335 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/744-98/12 - Reservefonds;
- 6 juni 2023 - School Centrum - Vervanging van de tuinmuur door een afsluiting - 44.424,60 €(B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83;
- 6 juni 2023 - School Homborch - Renovatie van het hydraulisch circuit en plaatsen van een regulator- 99.100 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;
- 6 juni 2023 - Tweejarige (2023-2025) dienstenopdracht voor het onderhoud en herstelling van afvoerpompen (hernieuwbaar voor 2 x 1 jaar) - 80.000 € (exclusief B.T.W.) - Artikels met economische code 125-06/85;
- 6 juni 2023 - Levering en plaatsing van materiaal en uitrusting voor de gemeentelijke industriëlekeukens - 56.303,68 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 722/744-51/40 (lagere scholen), 75102/74451/40 (ICPP), 84401/744-51/58 (kinderdagverblijven) en 76302/744-51/58 (zaal 1180 - lopende begrotingswijziging);

- 13 juni 2023 - Levering van klein schoolmateriaal voor de gemeentescholen 2023 - Goedkeuring van de overschrijding van de raming met 53.639,15 € - Artikels 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 en 75102/124-02/40.

## Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

### 23 **Marché de services d'assurance.- Approbation des conditions et de la procédure de passation.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions; Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 et l'article 57;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics; Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Attendu que le 31 décembre 2023, le marché des assurances viendra à son terme;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement des polices des assurances «Dégâts matériels», assurance automobile, accidents corporels, responsabilité civile, responsabilité civile et incendie pour les organisateurs lors de l'occupation temporaire de bâtiments appartenant à la commune, responsabilité civile - dégâts matériels pour événements temporaires ou ponctuels, assurance abonnement tous risques chantier, pour la période du 1er janvier 2024 à 00 heures au 31 décembre 2024 à minuit;

Considérant que pour ce faire, il y a lieu de lancer un marché public de service;

Considérant que ce marché est prévu pour une durée d'un an et pourra faire l'objet de trois reconductions maximum, en application des dispositions de l'article 57 alinéa 2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que le Collège décidera s'il souhaite reconduire le marché et en informera l'adjudicataire par écrit, trois mois avant la date d'échéance du marché ou de la reconduction en cours;

Considérant le cahier des charges N° 2023-006 relatif au marché "Marché de services d'assurance" établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service des Assurances; Considérant que ce marché est divisé en :

- Marché de base (Marché des assurances 2024), estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99, € 21 % TVA comprise

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2025, estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99, € 21 % TVA comprise;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2026, estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99, € 21 % TVA comprise ;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2027, estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99, € 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 2.809.917,32 € hors TVA ou 3.399.999,96 € 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte;

Considérant que l'estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses seront imputés aux divers articles des codes économiques 117/01 - 124/08 - 125/08 et 127/08 des budgets ordinaires 2024 à 2027;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins, Décide :

- d'approuver les conditions du marché public de services N° 2023-006 "Marché des assurances 2024", établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service des Assurances, reconductible maximum trois fois pour des périodes d'un an, le montant estimé de 849.999,99 € pour l'année 2024 et le montant estimé total de 3.399.999,96 €, 21 % TVA comprise et reconductions comprise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics; - d'approuver les documents du marché;
- de passer le marché par procédure ouverte;
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

---

### **Dienstopdracht van verzekeringen.- Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingswijze.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies; Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36 en 57; Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren; Aangezien de opdracht van de verzekeringen afloopt op 31 december 2023;

Overwegende dat de verzekeringspolissen "Materiële schade", autoverzekering, lichamelijke letsels, burgerlijke aansprakelijkheid, burgerlijke aansprakelijkheid en brand voor organisatoren tijdens de tijdelijke bezetting van gebouwen die toebehoren aan de gemeente, burgerlijke aansprakelijkheid materiële schade voor tijdelijke of punctuele evenementen en verzekering abonnement alle bouwplaatsrisico's vernieuwd moeten worden voor de periode van 1 januari 2024 0 uur tot 31 december 2024 middernacht;

Overwegende dat hiervoor een overheidsopdracht van diensten uitgeschreven moet worden;

Overwegende dat deze opdracht voorzien is voor een duur van een jaar en hoogstens drie keer verlengd kan worden, in toepassing van de bepalingen van artikel 57 2e lid van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat het college zal beslissen of het de opdracht wenst te verlengen en de aannemer hier schriftelijk op de hoogte van zal brengen, drie maanden voor de vervalddag van de opdracht of van de lopende verlenging;

Overwegende het bestek nr. 2023-006 met betrekking tot de opdracht "Dienstopdracht van verzekeringen", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Verzekeringen;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in:

Basisopdracht (opdracht van verzekeringen 2024), geraamd op € 702.479,33 excl. btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;

Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2025, geraamd op € 702.479,33 excl. btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;

Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2026, geraamd op € 702.479,33 excl. btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;

Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2027, geraamd op € 702.479,33 excl. btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 2.809.917,32 excl. btw of € 3.399.999,96 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende dat de raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven mogelijk maken geboekt worden op de verschillende artikels van de economische codes 117/01 - 124/08 - 125/08 en 127/08 van de gewone begroting 2024 tot 2027;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen, Beslist

:

- de voorwaarden van de overheidsopdracht van diensten nr. 2023-006 "Opdracht van verzekeringen2024", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Verzekeringen, hoogstens drie keer verlengbaar voor periodes van een jaar, het geraamd bedrag van € 849.999,99 voor het jaar 2024 en het geraamd totaalbedrag van € 3.399.999,96 inclusief 21 % btw en verlengingen goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;
- de opdrachtdocumenten goed te keuren;
- de opdracht te gunnen via openbare procedure;
- de aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;
- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

---

24 **Location et entretien de caméras de surveillance - Approbation des conditions, du mode de passation, du cahier des charges et l'avis de marché - Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 215.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions; Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics; Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'avis positif et les consignes du conseiller à la protection des données et du service S.I.P.P.T.;

Considérant le cahier des charges n° 2023-043 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 174.000,00 € hors TVA ou 210.540,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le présent marché pourra être reconduit pour maximum 1 an conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que ce marché sera publié au niveau national;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit sur l'article 87601/124-12/62 et l'article 875/465-09/62 car ce marché sera aussi partiellement financé avec les subsides d'un montant de 65.000,00 € par Bruxelles-Propreté;



Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins, Décide

:

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-043 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics;
- d'approuver l'engagement de la dépense estimée à 210.540,00 €, 21 % TVA comprise;
- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;
- d'engager la présente dépense à l'article 87601/124-12/62 et l'article 875/469-02/62 car ce marché sera aussi partiellement financé avec les subsides d'un montant de 65.000,00 € par BruxellesPropreté.

---

**Huur en onderhoud van bewakingscamera's - Goedkeuring van de voorwaarden, van de plaatsingswijze, van het bestek en van de aankondiging van de opdracht - Toepassing van artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 41, § 1, 1° (het bedrag van de opdracht excl. btw overschrijdt de drempel van € 215.000,00 niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen, diensten en concessies; Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepalende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren; Gelet op het positief advies en de aanwijzingen van de adviseur voor de gegevensbescherming en van de dienst I.D.P.B.W.;

Overwegende het bestek nr. 2023-043 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van bewakingscamera's", opgesteld door de Opdrachtentrale;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 174.000,00 excl. btw of € 210.540,00 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat de onderhavige opdracht voor maximum 1 jaar verlengd kan worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze opdracht op nationaal niveau bekendgemaakt zal worden;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op artikel 87601/124-12/62 en artikel 875/465-06/62 aangezien deze opdracht ook deels gefinancierd zal worden met de subsidies voor een bedrag van € 65.000,00 door Net Brussel; Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen, Beslist :

- het bestek nr. 2023-043 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van bewakingscamera's", opgesteld door de Opdrachtentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de vastlegging van de geraamde uitgaven van € 210.540,00 inclusief 21 % btw;
- de opdracht te plaatsen door middel van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- de bekendmaking van de aankondiging opdracht te vervolledigen en door te sturen op nationaalniveau;

- de onderhavige uitgave vast te leggen op artikel 87601/124-12/62 en artikel 875/465-09/62 aangezien deze opdracht ook deels gefinancierd zal worden met de subsidies voor een bedrag van € 65.000,00 door Net Brussel.

---

25 **Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec chassis.- Approbation des conditions et du mode de passation.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics; Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant le cahier des charges N° 2023-009 relatif au marché "Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis" établi par la Centrale de marchés;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise pour l'acquisition des machines et à 20.000 € pour l'entretien des machines (option exigée 2), soit un montant total estimé de 369.999,99 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 766/743-53/58 et sera inscrit à l'article 136/124-06/84 des exercices 2024 et suivants pour l'entretien des machines;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins, Décide

:

- d'approuver le cahier des charges N° 2023-009 et le montant estimé du marché "Achat d'un tracteur avec élévateur à nacelle avec châssis", établis par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics, le montant estimé s'élevant à 289.256,19 € hors TVA ou 349.999,99 €, 21 % TVA comprise pour l'acquisition des machines et à 20.000 € pour l'entretien des machines (option exigée 2);

- de passer le marché par la procédure ouverte;

- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;

- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

---

**Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis.- Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren; Overwegende het bestek nr. 2023-009 betreffende de opdracht "Aankoop van een tractor met hoogwerker met chassis", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw beloopt voor de aankoop van de tractor en € 20.000 voor het onderhoud van de machines (vereiste optie 2), hetzij een geraamd totaalbedrag van € 369.999,99;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 op artikel 766/743-53/ - /58, gefinancierd zal worden met eigen middelen en subsidies en ingeschreven zal worden op artikel 766/124-06/84 van het dienstjaar 2024 en volgende voor het onderhoud van de machines;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen, Beslist

:

- het bestek nr. 2023-009 en het geraamd bedrag van de opdracht "Aankoop van een tractor methoogwerker met chassis", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. - het geraamd bedrag beloopt € 289.256,19 excl. btw of € 349.999,99 inclusief 21 % btw en € 20.000 voor het onderhoud van de machines (vereiste optie 2);
- de opdracht te gunnen via openbare procedure;
- de aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;
- deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

---

## 26 **Achat de camionnettes 2023.- Approbation des conditions et de la procédure de passation. Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure ouverte;

Considérant le cahier des charges N° 2023-015 relatif au marché "Achat de camionnettes 2023." établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Transport; Considérant que ce marché est divisé en lots :

Lot 1 : Deux camionnettes simple cabine à plateau bas avec bâche estimé à 160.000 €, T.V.A comprise;

Lot 2 : Camionnette simple cabine à plateau bas estimé à 75.000 €, T.V.A comprise;

Lot 3 : Camionnette double cabine tri-benne à plateau bas estimé à 80.000 €, T.V.A comprise;

Lot 4 : Trois camionnettes double cabine tri-benne estimé à 250.000 €, T.V.A comprise;

Lot 5 : Camionnette simple cabine tri-benne estimé à 80.000 €, T.V.A comprise;

Lot 6 : Deux camionnettes double cabine avec benne basculante estimé à 155.000 €, T.V.A comprise;

Lot 7 : Camionnette simple cabine à plateau bas avec bâche estimé à 80.000 €, T.V.A comprise;  
Lot 8 : Camionnette avec élévateur estimé à 75.000 €, T.V.A comprise;  
Lot 9 : Camionnette châssis simple cabine avec benne basculante estimé à 75.000 €, T.V.A comprise;  
Lot 10 : camionnette châssis simple cabine à plateau pour la propreté estimée à 75.000 €, T.V.A comprise;

Considérant que la dépense globale estimée de ce marché s'élève à 913.223,14 € hors T.V.A ou 1.105.000 €, 21 % T.V.A. comprise;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires du code économique .../743-52/...;

Sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires MB2 à l'extra par les Autorités de Tutelle,  
Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2023-015 et le montant estimé du marché "Achat de camionnettes 2023.", établis par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Transport. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 913.223,14 € hors T.V.A ou 1.105.000 €, 21 % T.V.A. comprise;
- de passer le marché par la procédure ouverte;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la Tutelle générale.

---

### **Aankoop van bestelwagens 2023.- Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure.- Toepassing van artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 bepalende de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat voorgesteld wordt deze opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende het bestek nr. 2023-015 betreffende de opdracht "Aankoop van bestelwagens 2023", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Vervoer; Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen :

Perceel 1 : Twee bestelwagens met enkele cabine met een laag platform met dekzeil, geraamd op € 160.000 inclusief btw;

Perceel 2 : Bestelwagen met enkele cabine met een laag platform, geraamd op € 75.000 inclusief btw;

Perceel 3 : Bestelwagen met dubbele cabine met driezijdige bak met een laag platform, geraamd op € 80.000 inclusief btw;

Perceel 4 : Drie bestelwagens met dubbele cabine met driezijdige bak, geraamd op € 250.000 inclusief btw;

Perceel 5 : Bestelwagen met enkele cabine met driezijdige bak, geraamd op € 80.000 inclusief btw;

Perceel 6 : Twee bestelwagens met dubbele cabine met kiepbak, geraamd op € 155.000 inclusief btw;

Perceel 7 : Bestelwagen met enkele cabine met een laag platform met dekzeil, geraamd op € 80.000 inclusief btw;

Perceel 8 : Bestelwagen met heftoestel, geraamd op € 75.000 inclusief btw;

Perceel 9 : Bestelwagen met enkele cabine met kiepbak, geraamd op € 75.000 inclusief btw;  
Perceel 10 : Bestelwagen met enkele cabine met platform voor de dienst Reinheid, geraamd op € 75.000 inclusief btw;

Overwegende dat de geraamde totale uitgave van deze opdracht € 913.223,14 excl. btw of € 1.105.000 inclusief 21 % btw bedraagt;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven mogelijk maken ingeschreven zijn onder de begrotingsartikels van de economische code .../743-52/...;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van begrotingswijziging BW2 op de buitengewone begroting door de bevoegde instanties, Beslist :

- het bestek nr. 2023-015 en het geraamde bedrag van de opdracht "Aankoop van bestelwagens 2023", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Vervoer, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag belooft € 913.223,14 excl. btw of € 1.105.000 inclusief 21 % btw;
- de opdracht te gunnen via openbare procedure;
- de aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen en te versturen; deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

---

## 27 Fournitures de carburants, d'électricité et de mazout de chauffage 2024-2027.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 et l'article 57, et notamment les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques; Considérant le cahier des charges N° 2023-028 relatif au marché "Fournitures de carburants et Mazout de chauffage 2024-2027" établi par la Centrale de marchés; Considérant que ce marché est divisé en lots :

\* Lot 1 (Fourniture d'essence, de diesel, de CNG et service tiers payeur), estimé à 1.074.380,16 € hors TVA ou 1.299.999,99 €, 21 % TVA comprise;

\* Lot 2 (Fourniture de mazout de chauffage), estimé à 16.528,92 € hors TVA ou 19.999,99 €, 21 % TVA comprise;

\* Lot 3 (Fourniture d'électricité pour véhicules), estimé à 66.115,70 € hors TVA ou 80.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 1.157.024,78 € hors TVA ou 1.399.999,98 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le présent marché est un marché conjoint : Commune et CPAS d'Uccle et que la commune d'Uccle est le pouvoir adjudicateur organisateur (PAO) et le CPAS, le pouvoir adjudicateur bénéficiaire (PAB);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget ordinaire sur quatre années aux articles 136/127-03/84, .../127-10/84 et 137/125-0/85, Décide :

- d'approuver le cahier des charges N° 2023-028 et le montant estimé du marché "Fournitures de carburants, d'électricité et mazout de chauffage 2024-2027", établis par la Centrale de marchés. Les

conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.157.024,78 € hors TVA ou 1.399.999,98 €, 21 % TVA comprise;

- de passer le marché par la procédure ouverte;
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

---

### **Levering van brandstof, elektriciteit en huisbrandolie 2024-2027.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36 en 57 en artikel 2 36° en 48, die een gezamenlijke verwezenlijking van de opdracht voor rekening van meerdere aanbesteders mogelijk maken;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren; Overwegende het bestek nr. 2023-028 betreffende de opdracht "Levering van brandstof en huisbrandolie 2024-2027", opgesteld door de Opdrachtcentrale; Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen :

\* Perceel 1 (Levering van benzine, diesel, cng en een derdebetalerssysteem), geraamd op € 1.074.380,16 excl. btw of € 1.299.999,99 inclusief 21 % btw;

\* Perceel 2 (Levering van huisbrandolie), geraamd op € 16.528,92 excl. btw of € 19.999,99 inclusief 21 % btw;

\* Perceel 3 (Levering van elektriciteit voor voertuigen), geraamd op € 66.115,70 excl. btw of € 80.000,00 inclusief 21 % btw;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 1.157.024,78 excl. btw of € 1.399.999,98 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat de onderhavige opdracht een gezamenlijke opdracht is tussen de gemeente en het OCMW van Ukkel en dat de gemeente Ukkel de organiserende aanbestedende overheid (OAO) en het OCMW de begunstigde aanbestedende overheid (BAO) is;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgave mogelijk maken ingeschreven zijn op de gewone begroting, over vier jaar, op artikel 136/127-03/84 en 137/125-03/85, Beslist :

- het bestek nr. 2023-028 en het geraamd bedrag van de opdracht "Levering van brandstof, elektriciteiten huisbrandolie 2024-2027", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag belooft € 1.157.024,78 excl. btw of € 1.399.999,98 inclusief 21 % btw.

- de opdracht te gunnen via openbare procedure;

- de aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;

- deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

# DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

## Jeunesse - Jeugd

### 28 **Jeunesse.- Mise à disposition d'un véhicule communal à l'unité LC101.- Approbation de la convention. (l'urgence sera demandée) (Complémentaire)**

Le Conseil,

Considérant que la commune par sa déclaration de politique générale s'est engagée à soutenir les mouvements de jeunesse représentant un vecteur de citoyenneté important sur le territoire communal;  
Considérant que l'échevinat de la jeunesse, en collaboration avec le service transport, répond depuis 5 ans à la problématique du coût des transports à laquelle sont confrontés les mouvements de jeunesse en proposant le transport de matériel vers les lieux de camps d'été;

Considérant que l'unité LC101, à l'occasion de la réunion annuelle avec l'ensemble des mouvements de jeunesse actifs sur le territoire de la commune et après avoir recherché une solution sans succès, a fait une demande spécifique dans le cadre de l'aide aux transports pour disposer d'un véhicule afin de se rendre en Roumanie, lieu de leur camp, compte tenu du coût très élevé d'une location d'une camionnette pour leur budget;

Considérant que l'unité LC101 n'a pas d'autre possibilité pour véhiculer les pionniers vers le camp en Roumanie;

Considérant qu'au moins un véhicule communal n'est pas utilisé pendant la période de juillet et août;  
Que le service Jeunesse a sollicité le service Transport pour la mise à disposition de ce véhicule communal à l'unité LC101 pour un camp d'été à l'étranger;

Que le service Transport a marqué son accord sur la mise à disposition d'une camionnette du 4 juillet au 23 juillet;

Qu'afin de formaliser cette mise à disposition, il est opportun qu'une convention soit signée entre la commune et l'unité LC101,

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'un véhicule communal ci-annexée.

---

### **Jeugd.- Terbeschikkingstelling van een gemeentelijk voertuig aan eenheid LC101.- Goedkeuring van de overeenkomst. (de hoogdringendheid zal gevraagd worden) (Aanvullend)**

De Raad,

Overwegende dat de gemeente in haar algemene beleidsverklaring aangeeft zich te willen inzetten voor de ondersteuning van jeugdbewegingen die een belangrijk aspect van burgerschap in de gemeente vertegenwoordigen;

Overwegende dat de dienst Jeugd sinds 5 jaar, in samenwerking met de dienst Transport, het probleem van de transportkosten van jeugdbewegingen heeft opgelost door het transport van materiaal naar zomerkampen aan te bieden;

Overwegende dat naar aanleiding van de jaarlijkse vergadering van de Ukkelse jeugdbewegingen en zonder een oplossing gevonden te hebben, de eenheid LC101 een specifiek verzoek heeft ingediend voor transporthulp om over een voertuig te beschikken om naar Roemenië te reizen, de locatie van hun kamp, rekening houdend met de zeer hoge kosten voor de huur van een bestelwagen voor hun budget;

Overwegende dat de eenheid LC101 geen enkel andere middel ter beschikking heeft om de pioniers naar het kamp in Roemenië te vervoeren;

Overwegende dat minstens één gemeentelijk voertuig niet gebruikt zal worden in juli en augustus;

Overwegende dat de dienst Jeugd de dienst Transport heeft gevraagd om dit gemeentelijk voertuig beschikbaar te stellen aan eenheid LC101 voor een zomerkamp in het buitenland;

Overwegende dat de dienst Transport ermee heeft ingestemd een bestelwagen gemeentelijk voertuig ter beschikking te stellen van 4 juli tot 23 juli;  
Overwegende dat, om deze terbeschikkingstelling te formaliseren, een overeenkomst moet worden ondertekend tussen de gemeente en eenheid LC101,  
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeentelijk voertuig.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN**

### **Action sociale - Sociale actie**

#### **29 Vélothèque - Fietsbieb.- Convention de soutien financier - Engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Considérant la Déclaration de Politique générale communale, la volonté de développer une mobilité durable et pour se faire encourager les modes actifs de déplacement, notamment cyclistes;

Considérant le coût que représente l'achat successifs de vélos pour les jeunes enfants et l'intérêt de favoriser le partage de matériel plutôt que l'achat individuel;

Considérant la convention de soutien financier adoptée par le Conseil communal en séance du 25/06/2020 avec l'asbl Beweging qui a développé un réseau de points d'échange (projet collaboratif "Fietsbieb-Vélothèque") en Région bruxelloise et en Flandre;

Considérant que la convention est conclue pour une durée déterminée sans tacite reconduction et que celle-ci a été reconduite par la délibération du Conseil du 23/06/2022;

Considérant le succès des deux premières années de partenariat entre la commune et l'asbl Beweging, le point d'échange d'Uccle étant situé dans un pavillon avenue Paul Stroobant 43 où se trouve le dépôt de vélos;

Vu que, conformément à l'article 5 de la convention de soutien financier, l'asbl Beweging a fourni les documents permettant de contrôler la bonne utilisation du subside de 2.500,00 € accordé pour la troisième année;

Considérant que la subvention a couvert, la mise en place d'un stock de 30 vélos et plusieurs réapprovisionnements de ce stock au gré des locations, la réparation et la maintenance des vélos par une entreprise d'économie sociale, l'impression de flyers et affiches;

Vu que la convention a été conclue pour une durée déterminée de 1 an se terminant le 11/07/2023, jour anniversaire de l'année d'ouverture (11/07/2020) de la Vélothèque d'Uccle et qu'il y a donc lieu de la renouveler, celle-ci étant annexée à la présente délibération;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir l'asbl Beweging pour la troisième année de réalisation de ce projet par une subvention de 2.500,00 €, Décide :

- de donner son accord pour la prolongation de 1 an du projet de Vélothèque en collaboration avec l'asbl Beweging;

- d'approuver la convention de collaboration et de soutien financier annexée à la présente délibération;-  
d'autoriser l'engagement de la dépense et le paiement d'une subvention de 2.500,00 € à l'asbl Beweging.

---

#### **Vélothèque - Fietsbieb.- Overeenkomst inzake financiële ondersteuning.**

De Raad,



Overwegende de gemeentelijke algemene beleidsverklaring en de wens om een duurzame mobiliteit te ontwikkelen en de actieve verplaatsingswijzen aan te moedigen, meer bepaald fietsers;

Overwegende de kostprijs die de opeenvolgende aankopen van fietsen voor jonge kinderen inhouden en het belang om het delen van materiaal in plaats van individuele aankopen aan te moedigen;

Overwegende de overeenkomst van financiële ondersteuning, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 25/06/2020 met de vzw Beweging, die een netwerk van ruilpunten (collaboratief project "Fietsbieb-Vélothèque") uitgebouwd heeft in het Brussels gewest en in Vlaanderen;

Overwegende dat de overeenkomst wordt aangegaan voor bepaalde tijd zonder stilzwijgende verlenging en dat deze werd verlengd bij beraadslaging van de Raad van Bestuur van 23/06/2022; Overwegende het succes van de twee eerste jaaren van samenwerking tussen de gemeente en de vzw Beweging en het ruilpunt van Ukkel in een paviljoen in de Paul Stroobantlaan 43, waar zich de opslagplaats voor fietsen bevindt;

Aangezien overeenkomstig artikel 5 van de overeenkomst van financiële ondersteuning de vzw Beweging de documenten waarmee de goede aanwending van de subsidie van € 2.500,00, die toegekend werd voor de derde jaar, gecontroleerd kan worden;

Overwegende dat de subsidie de aanleg van een voorraad van 30 fietsen en meerdere aanvullingen van deze voorraad naargelang de verhuringen, de reparatie en onderhoud van fietsen door een onderneming uit de sociale economie en het drukken van flyers en affiches gedekt heeft;

Aangezien de overeenkomst in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging gesloten werd voor een bepaalde duur van 1 jaar, die afloopt op 11/07/2023, verjaardag van de opening (11/07/2020) van de Fietsbieb van Ukkel, en dat ze dus vernieuwd moet worden;

Overwegende dat de vzw Beweging voor het derde jaar van uitvoering van dit project ondersteund moet worden met een subsidie van € 2.500,00, Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen voor de verlenging met 1 jaar van het project van Fietsbieb, in samenwerking met de vzw Beweging;
- de overeenkomst van samenwerking en financiële ondersteuning, in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging, goed te keuren;
- de vastlegging van de uitgave en de betaling van een subsidie van € 2.500,00 aan de vzw Beweging toe te staan.

---

## Prévention - Preventie

### **Service Prévention.- Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme.<sup>30</sup>**

Le Conseil,

Vu le Plan Global de Sécurité et de Prévention de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'appel aux Plans Locaux de Prévention et de Proximité (PLPP) 2022-2024 du 21 mars 2022;

Vu l'activité 1 « Présence des agents de prévention au sein de l'espace public »;

Vu l'approbation de la convention de mise à disposition d'un local communautaire dans le quartier du Melkriek par BinHôme du 1er mai 2023 au 31 juillet 2023 approuvé par le Conseil communal du 24 avril 2023;

Considérant que depuis l'occupation de l'Antenne de prévention de proximité, le Service Prévention a augmenté sa visibilité dans le quartier, sa relation avec les partenaires locaux et l'accroche auprès des habitants ;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre le travail au sein du quartier;

Considérant que dû à des travaux prévus par BinHôme, l'antenne située rue Georges Ugueux, n° 5 ne sera plus disponible et que BinHôme propose la mise à disposition d'un espace similaire à proximité, soit à la rue du Melkriek, n° 93 à titre gracieux également;

Considérant que la commune garde à sa charge les frais liés aux consommations d'eau, gaz et électricité;  
Considérant que la commune continue d'assurer sa responsabilité civile en matière d'incendie/dégâts des eaux pour le contenu du local;

Considérant que cette convention porte sur la période du 1er juillet 2023 au 30 novembre 2024;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme en annexe.

---

### **Preventiedienst.- Vernieuwing van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme.**

De Raad,

Gelet op het Globaal Veiligheids- en Preventieplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de oproep tot de Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen (PPBP) 2022-2024 van 21 maart 2022;

Gelet op activiteit 1 "Aanwezigheid van de preventieambtenaars in de openbare ruimte";

Gelet op de goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal in de wijk Melkriek door BinHôme van 1 mei 2023 tot 31 juli 2023, goedgekeurd door de gemeenteraad van 24 april 2023;

Overwegende dat sinds de bezetting van het lokaal preventiesteunpunt de Preventiedienst zijn zichtbaarheid in de wijk, zijn relatie met de lokale partners en de aanhechting met de inwoners verbeterd heeft;

Overwegende dat het werk in de wijk voortgezet moet worden;

Overwegende dat het steunpunt in de Georges Ugeuxstraat 5 wegens geplande werken door BinHôme niet meer beschikbaar zal zijn en dat BinHôme voorstelt een gelijkaardige ruimte in de buurt ter beschikking te stellen, gelegen Melkriekstraat 93, eveneens kosteloos;

Overwegende dat de gemeente de kosten voor het verbruik van water, gas en elektriciteit voor haar rekening blijft nemen;

Overwegende dat de gemeente haar burgerlijke aansprakelijkheid inzake brand/waterschade voor de inhoud van het lokaal blijft verzekeren;

Overwegende dat deze overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1 juli 2023 tot 30 november 2024;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist de bijgevoegde overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme goed te keuren.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

### **Séniors - Senioren**

#### **31 Appel à projets « Banc d'essai » pour le public senior - 2023-2024 - Règlement**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la Déclaration de politique générale 2018-2024 de la Commune d'Uccle, qui affirme l'objectif de maintenir et développer la qualité de vie de ses habitant(e)s, notamment en se montrant innovante, et de

diversifier l'offre communale vis-à-vis des seniors afin que la population âgée dans toute sa diversité y trouve un intérêt;

Considérant la succession de crises depuis 2020 (la pandémie, l'explosion des coûts de la vie) et leur impact sur la population âgée en termes économique, social et sanitaire (dont la santé mentale); Que ces crises peuvent contribuer à accroître les inégalités à Uccle, renforçant la nécessité pour la Commune de travailler sur le terrain de la cohésion sociale, en particulier dans ses quartiers les moins favorisés (dont les quartiers de logements sociaux);

Que, dans ce cadre, l'échevinat des Seniors souhaite encourager, via l'appel à projets « Banc d'essai », l'émergence de nouvelles initiatives en faveur de la population âgée vivant à domicile tout en associant cette population au processus de création de ces initiatives;

Que cette dernière catégorie des âgés, pour le fait de ne pas bénéficier de l'encadrement propre à une institution telle qu'une séniorie ou une maison de repos (et de soins), peut davantage être affectée par l'isolement social;

Attendu qu'un montant de 21.400,00 € est prévu à l'article 83402/332-02/71 de l'exercice budgétaire 2023 pour les subsides ordinaires aux associations œuvrant pour le public des seniors;

Que le règlement prévoit qu'un montant de 5.000,00 € maximum au sein de cet article soit consacré à l'appel « Banc d'essai » 2023-2024;

Vu les documents ci-annexés de Règlement et de formulaire de candidature à cet appel à projets, Décide :

- d'approuver l'appel à projet « Banc d'essai pour les seniors 2023 - 2024 », ainsi que le règlement et le formulaire qui l'encadrent;
- de charger le Collège de la mise en œuvre de cet appel à projet et de l'application dudit règlement.

---

## **Projectoproep "Testbank" voor senioren - 2023-2024 - Reglement**

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de algemene beleidsverklaring 2018-2024 van de gemeente Ukkel, die de doelstelling bevestigt om de levenskwaliteit van haar inwoners te behouden en te ontwikkelen, met name door vernieuwend te zijn en het gemeentelijk aanbod naar de senioren toe te diversifiëren zodat de seniorenbevolking in al haar diversiteit een belang vindt;

Gelet op de opeenvolging van crises sinds 2020 (de pandemie, de explosie van de kosten van levensonderhoud) en de gevolgen daarvan voor de oudere bevolking op economisch, sociaal en gezondheidsvlak (met inbegrip van de geestelijke gezondheid);

Overwegende dat deze crisissen kunnen bijdragen tot het vergroten van de ongelijkheden in Ukkel, wat de noodzaak versterkt dat de gemeente werkt aan sociale cohesie, met name in haar minst begunstigde wijken (waaronder de wijken met sociale woningen);

Overwegende dat de dienst Senioren in deze context via de projectoproep "Testbank" het ontstaan van nieuwe initiatieven ten gunste van de thuiswonende senioren wenst aan te moedigen en hen bij het denkproces wenst te betrekken;

Overwegende dat deze laatste categorie senioren, omdat zij niet profiteren van de begeleiding door een instelling zoals een rust- of verzorgingstehuis, meer door sociaal isolement kan worden getroffen;

Overwegende dat er in artikel 834/02/332-02/71 van het begrotingsdienstjaar 2023 een bedrag van € 21.400,00 is voorzien voor gewone subsidies aan verenigingen die zich inzetten voor senioren;

Overwegende dat het reglement voorziet in een maximumbedrag van € 5.000 binnen dit artikel voor de oproep "Testbank" 2023-2024;

Gelet op de bijgevoegde documenten met het reglement en het aanvraagformulier voor deze projectoproep, Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de projectoproep "Testbank voor senioren 2023-2024", en aan het reglement en het daarbij horende aanvraagformulier;
- het College te belasten met de uitvoering van deze projectoproep en de toepassing van het vermeldereglement.

## DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

### Cultes - Erediensten

#### 32 Fabrique d'église Notre Dame de la Consolation.- Compte de 2022.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

R Recettes			Dépenses				
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	E
43.884,85	348.844,87	392.729,72	21.694,02	15.698,89	321.711,74	359.104,65	

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église Notre Dame de la Consolation.

#### Kerkefabriek Onze Lieve Vrouw van Troost.- Rekening 2022.- Advies.

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen
43.884,85	348.844,87	392.729,72	21.694,02	15.698,89	321.711,74	359.104,6

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkefabriek Onze Lieve Vrouw van Troost.

#### 33 Fabrique d'église Saint-Job.- Compte de 2022.- Avis.

Le Conseil,  
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;  
 Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;  
 Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;  
 Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

R	Recettes			Dépenses			E
	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	
10	31.785,74	17.109,05	48.894,79	9.265,96	28.894,43	0,00	38.160,39

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église de Saint-Job.

#### **Kerkefabriek Sint-Job.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,  
 Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;  
 Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;  
 Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;  
 Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen
31.785,74	17.109,05	48.894,79	9.265,96	28.894,43	0,00	38.160,39

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkefabriek van Sint-Job.

#### **34 Fabrique d'église Saint-Marc.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,  
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;  
 Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;  
 Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;  
 Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

R	Recettes			Dépenses			E
	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	
32	85.808,09	23.771,61	109.579,70	19.150,93	48.796,55	0,00	77.447,48

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église de Saint-Marc.

---

**Kerkefabriek Sint-Marcus.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen
85.808,09	23.771,61	109.579,70	19.150,93	48.796,55	0,00	77.447,48

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkefabriek van Sint-Marcus.

---

35 **Fabrique d'église Saint-Pierre.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants modifiés des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux
151.216,09	809.822,91	961.039,00	22.523,38	109.067,16	96.489,86	228.080,40

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église Saint-Pierre.

---

**Kerkefabriek Sint-Pieter.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de gewijzigde bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen
151.216,09	809.822,91	961.039,00	22.523,38	109.067,16	96.489,86	228.080

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkfabriek Sint-Pieter.

### 36 **Fabrique d'église du Précieux Sang.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

R Recettes			Dépenses				
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	E
5.951,74	38.979,99	44.931,73	533,04	3.166,27	0,00	3.699,31	

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église du Précieux Sang.

### **Kerkfabriek Kostbaar Bloed.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen
5.951,74	38.979,99	44.931,73	533,04	3.166,27	0,00	3.699,31

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkfabriek Kostbaar Bloed.

### 37 **The International Protestant Church of Brussels.- Compte de 2022.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

R	Recettes			Dépenses			E
	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	
39	79.671,95	0,00	79.671,95	788,18	39.443,08	0,00	40.231,26

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2022 de la fabrique d'église The International Protestant Church of Brussels.

### **The International Protestant Church of Brussels.- Rekening 2022.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totaux	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totaux
79.671,95	0,00	79.671,95	788,18	39.443,08	0,00	40.231,26

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2022 van de kerkfabriek The International Protestant Church of Brussels.

### **38 Fabrique d'église Notre Dame de l'Annonciation.- Modification budgétaire 2022.- Prise de connaissance.**

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;

Vu la modification budgétaire 2022 de la fabrique d'église de Notre Dame de l'Annonciation arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux
56.521,86	352.058,75	408.580,61	18.305,00	77.475,61	312.800,00	408.580,61



Attendu que l'autorité de tutelle régionale a approuvé, par arrêté du 6 avril 2023, la modification budgétaire 2022 de la fabrique d'église de Notre-Dame de l'Annonciation dont l'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale ordinaire d'un montant de 36.851,86 € dont 10.790,22 € à charge de Uccle;

Attendu qu'il y a lieu de prévoir ce montant en modification budgétaire à l'article 790/435-01/301 du budget communal,

Décide de prendre connaissance de la décision de l'autorité de tutelle régionale du 6 avril 2023 d'approuver la modification budgétaire 2022 de la fabrique d'église de Notre-Dame de l'Annonciation et d'inscrire une dépense de 10.790,22 € au budget communal 2023 dans les prochaines modifications budgétaires.

---

### **Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw-Boodschap.- Begrotingwijziging 2022.- Kennisneming.**

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van het voornoemde decreet;

Gelet op artikels 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der eredienssten;

Gelet op artikel 255, § 9 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de begrotingwijziging 2022 van de kerkfabriek van OLV Boedschap, als volgt vastgesteld door de kerkraad :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen
56.521,86	352.058,75	408.580,61	18.305,00	77.475,61	312.800,00	408.580,61

Aangezien de gewestelijke toezichthoudende overheid in een besluit van 6 april 2023 de begrotingswijziging 2022 van de kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Boedschap goedgekeurd heeft, waarvan het begrotingsevenwicht bereikt wordt dankzij een gewone gemeentelijke tussenkomst voor een bedrag van € 36.851,86, waarvan € 10.790,22 ten laste van Ukkel;

Aangezien dit bedrag in begrotingswijziging voorzien moet worden op artikel 790/435-01/301 van de gemeentebegroting,

Beslist kennis te nemen van de beslissing van de gewestelijke toezichthoudende overheid van 6 april 2023 tot goedkeuring van de begrotingswijziging 2022 van de kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Boedschap en een uitgave van € 10.790,22 op de gemeentebegroting 2023 te boeken in de volgende begrotingswijzigingen.

---

## **DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN**

### **Crèches - Kinderdagverblijven**

#### **39 Octroi d'une prime de remerciement au personnel des milieux d'accueil sous forme d'un écochèque.- Modalités d'octroi.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 10 novembre 2021, l'Assemblée a marqué son accord sur l'octroi d'éco-chèques à l'ensemble du personnel travaillant dans les crèches et halte-accueil communales (personnel de direction, psycho-médico-social, de puériculture, ouvrier-cuisinière, nettoyeuses etc.), grâce à un subside exceptionnel obtenu de l'ONE, couvrant la totalité des dépenses;

Considérant la nouvelle circulaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 décembre 2022, octroyant une nouvelle subvention exceptionnelle, mais uniquement au personnel d'accueil et d'encadrement des milieux d'accueil de la petite enfance (puériculteurs/trices et personnel psycho-médico-social);

Vu le courrier de l'O.N.E., envoyé par mail le 15 décembre 2022, concernant les modalités de l'octroi d'une prime de remerciement au personnel des milieux d'accueil sous forme d'un éco-chèque; Que ce courrier précise e.a. que les pouvoirs organisateurs ne bénéficieront de la subvention exceptionnelle, que si leur instance compétente approuve l'octroi des éco-chèques;

Que la prime de 200 € (+ 2 € de frais administratifs) doit être proratisée en fonction du temps de travail ainsi qu'en fonction de la période prestée en 2022;

Vu les décisions du Collège des 10 et 16 novembre 2021, marquant son accord sur l'octroi d'écochèques pour le personnel travaillant dans les crèches, crèches des grands et halte-accueil, à octroyer à l'ensemble du personnel travaillant dans les crèches (psycho-médico-social, de puériculture et ouvrier) au prorata des prestations et certaines absences n'étant pas prises en compte;

Vu l'absence de précision de l'ONE quant à l'identification des bénéficiaires, de cette nouvelle prime;

Vu les informations collectées auprès des responsables des autres PO communaux et auprès de l'ONE, il a été précisé qu'il appartient au P.O. de décider :

- si la prime sera uniquement attribuée et dans son entièreté au personnel de puériculture et au personnel psycho-médico-social;
- si la prime sera également distribuée au personnel de direction et au personnel ouvrier, mais au prorata par rapport au subside total reçu (dans ce cas, le montant de la prime à percevoir par chacun sera automatiquement inférieur à 200 €);
- si la prime sera totalement payée à l'ensemble du personnel ayant travaillé en crèche durant l'année 2022, mais sur fonds propres ce qui implique le dépassement du subside perçu ;

Vu que, comme déjà décidé par l'Assemblée en séance du 16 décembre 2021 et par mesure d'équité, il y aurait lieu d'accorder cette prime à l'entièreté du personnel ayant travaillé en crèche (direction, psycho-médico-social, de puériculture et ouvrier), tant pour le personnel nommé que pour le personnel contractuel;

Qu'il y aurait également lieu, comme déjà décidé par l'assemblée en séance du 16 décembre 2021, de ne pas comptabiliser comme jours de présence, les absences suivantes :

- jour d'interruptions de carrière, congé parental, corona, etc.,
- jours de maladie de longue durée non payés (disponibilité pour le personnel nommé et jours payés par la mutuelle pour les contractuels si + de 30 jours d'absence, écartement compris), - jours de grèves,
- jours sans contrat,
- jours de congés sans solde,
- jours d'absence injustifiée,

Considérant que les syndicats ont été consultés et que ces derniers pensaient qu'il serait plus juste d'octroyer cette prime à l'entièreté du personnel ayant travaillé dans les crèches;

Vu que ce point a été soumis au Comité Particulier de Négociation du 15 juin 2023 et a fait l'objet d'un protocole d'accord, Décide :

- d'adopter la même procédure qu'en 2021 et de répartir la somme totale reçue de l'ONE à l'entièreté du personnel ayant travaillé en crèche entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022, déduction faite de 2 € par personne pour les frais administratifs;
- d'octroyer des éco-chèques aux directrices, assistantes sociales, infirmières, puéricultrices-chefs, puéricultrices ou assimilé en fonction du diplôme accepté lors de l'engagement, personnel ouvrier travaillant dans les crèches, à savoir nettoyeuses, buandières, cuisinières etc.;
- que les éco-chèques seront exemptés de cotisation de sécurité sociale;

- que la prime octroyée concernera la période du 1er janvier au 31 décembre 2022;
- que les absences suivantes ne seront pas comptabilisées pour l'octroi des éco-chèques : jours decongelés sans solde, diminution du temps de travail (toutes les interruptions de carrière, prestations réduites, suspension du contrat de travail suite à une peine disciplinaire, jours de maladie à charge de la mutuelle pour le personnel contractuel (en ce compris les écartements) et jours de maladie avec mise en disponibilité pour maladie pour le personnel nommé définitivement; - d'autoriser un marché public auprès des trois firmes imposées par l'ONE;
- de faire signer une convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques électroniques dans laquelle sera stipulé que chaque bénéficiaire recevant ces éco-chèques durant l'année de référence n'en a reçu d'un autre employeur, mais que si tel a été le cas, le montant total des éco-chèques reçus auprès de plusieurs employeurs ne pourra dépasser 250 € au total.

---

**Toekenning van een bedankpremie aan het personeel van de opvangcentra in de vorm van een ecocheque.- Toekenningsvoorwaarden.**

De Raad,

Overwegende dat de vergadering in zitting van 10 november 2021 zijn goedkeuring heeft verleend aan de toekenning van ecocheques aan al het personeel dat in de gemeentelijke kinderdagverblijven en tijdelijke opvang werkt (directiepersoneel, psycho-medisch-sociaal personeel, kinderopvangsters, arbeider-kokkin, schoonmakers ...), dankzij een uitzonderlijke subsidie verkregen van de ONE, die alle kosten dekt;

Gelet op de nieuwe omzendbrief van de Federatie Wallonië-Brussel en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 december 2022 waarbij een nieuwe uitzonderlijke subsidie wordt toegekend, maar enkel voor opvangpersoneel en leidinggevend personeel van de opvangcentra voor jonge kinderen (kinderverzorg(st)ers en psycho-medisch-sociaal personeel);

Gelet op de brief van de ONE, verzonden per e-mail op 15 december 2022, betreffende de voorwaarden voor de toekenning van een bedankpremie aan het personeel van de opvangcentra in de vorm van een ecocheque;

Overwegende dat deze brief o.a. preciseert dat de organiserende machten slechts van de uitzonderlijke subsidie zullen genieten indien hun bevoegde instantie de toekenning van ecocheques goedkeurt; Overwegende dat de premie van 200 € (+ 2 € administratiekosten) naar rato van de werktijd en naar rato van de in 2022 gepresteerde periode moet worden verdeeld;

Gelet op de beslissingen van het college van 10 en 16 november 2021 tot goedkeuring van de toekenning van ecocheques voor het personeel dat in de kinderdagverblijven, kinderdagverblijven voor grote kinderen en tijdelijke opvang werkt, toe te kennen aan al het personeel dat in de kinderdagverblijven werkt (psycho- medisch-sociaal, kinderopvang en arbeider) naar rato van de geleverde prestaties en waarbij bepaalde afwezigheden niet in aanmerking worden genomen; Gelet op het gebrek aan precisie van de ONE over de identificatie van de begunstigden van deze nieuwe premie;

Overwegende dat, gelet op de informatie ingewonnen bij de verantwoordelijken van andere gemeentelijke OM's en bij het ONE, werd gepreciseerd dat het aan de OM is om te beslissen: - of de premie uitsluitend en geheel zal worden toegekend aan het opvangpersoneel en het psychomedisch-sociaal personeel;

- of de premie ook zal worden verdeeld onder het leidinggevend personeel en het arbeiderspersoneel, maar naar rato van de totale ontvangen subsidie (in dat geval zal het premiebedrag dat elk van hen ontvangt automatisch minder dan € 200 bedragen);

- of de premie geheel wordt uitgekeerd aan alle personeelsleden die in het jaar 2022 in kinderdagverblijven hebben gewerkt, maar uit eigen middelen, wat de overschrijding van de ontvangen subsidie inhoudt;

Overwegende dat het, zoals reeds beslist door de vergadering in zitting van 16 december 2021 en als maatregel van billijkheid, passend zou zijn deze premie toe te kennen aan al het personeel dat in

kinderdagverblijven heeft gewerkt (directie, psycho-medisch-sociaal, kinderopvang en arbeider), zowel voor benoemd als contractueel personeel;

Overwegende dat het eveneens aangewezen zou zijn, zoals reeds beslist door de vergadering in zitting van 16 december 2021, om de volgende afwezigheden niet als aanwezigheidsdagen te boeken:

- dagen van loopbaanonderbreking, ouderschapsverlof, corona enz.,
- dagen van onbetaalde langdurige ziekte (disponibiliteit voor benoemd personeel en door het ziekenfonds betaalde dagen voor contractuelen bij + 30 dagen afwezigheid, inclusief verwijdering), - stakingsdagen,
- dagen zonder contract,
- dagen onbetaald verlof,
- dagen ongerechtvaardigde afwezigheid,

Overwegende dat de vakbonden werden geraadpleegd en dat zij het billijker achten deze premie toe te kennen aan al het personeel dat in de kinderdagverblijven heeft gewerkt;

Overwegende dat dit punt voorgelegd werd aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 15 juni 2023 en er een protocolakkoord werd afgesloten, Beslist :

- dezelfde procedure te volgen als in 2021 en het totale bedrag dat van de ONE wordt ontvangen te verdelen onder alle personeelsleden die tussen 1 januari 2022 en 31 december 2022 in de kinderdagverblijven hebben gewerkt, verminderd met 2 € per persoon voor administratieve kosten; - om ecocheques toe te kennen aan directrices, maatschappelijk werkers, verpleegsters, hoofdverpleegsters, kleuteropvangsters of gelijkgestelden afhankelijk van het bij de aanwerving aanvaarde diploma, arbeiderspersoneel dat in de kinderdagverblijven werkt, meer bepaald schoonmaaksters, wassters, kokkinnen enz.;
- dat de ecocheques zullen worden vrijgesteld van sociale bijdragen;
- dat de premie zal worden toegekend voor de periode van 1 januari t.e.m. 31 december 2022;
- dat de volgende afwezigheden niet in aanmerking zullen worden genomen voor de toekenning van ecocheques: dagen onbetaald verlof, verminderde arbeidstijd (alle loopbaanonderbrekingen, verminderde prestaties, schorsing van de arbeidsovereenkomst ingevolge een tuchtmaatregel, ziektedagen ten laste van het ziekenfonds voor contractueel personeel (inclusief de verwijderingen) en ziektedagen met disponibiliteitsstelling voor definitief benoemd personeel;
- een overheidsopdracht met de drie door de ONE opgelegde ondernemingen toe te staan;
- een individuele overeenkomst over de toekenning van elektronische ecocheques te laten ondertekenen waarin wordt bepaald dat elke begunstigde die tijdens het referentiejaar ecocheques heeft ontvangen, geen ecocheques van een andere werkgever heeft ontvangen, maar dat, indien dit wel het geval is geweest, het totaalbedrag van de van verschillende werkgevers ontvangen ecocheques niet meer dan 250 € mag bedragen.

---

## **Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap**

### **40 Service des Personnes en Situation de Handicap.- Rapport d'activité annuel de 2022, approuvé par le Conseil Consultatif communal de la Personne en Situation de Handicap.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 14 du Règlement du Conseil Consultatif communal de la Personne en Situation de Handicap prévoit que chaque année, au cours du mois de mars, le Président adresse au Collège des Bourgmestre et échevins, un rapport général sur l'activité du Conseil durant l'année écoulée; Attendu que le Collège porte ce rapport à la connaissance du Conseil communal, Décide de prendre acte du rapport général sur l'activité du C.C.C.P.S.H. de 2022.

---

**Dienst Personen met een handicap.- Jaarlijks rapport 2022, goedgekeurd door de gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap.**

De Raad,

Aangezien artikel 14 van het reglement van de gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap voorziet dat de voorzitter elk jaar in maart een algemeen verslag van de activiteiten van de raad tijdens het afgelopen jaar moet overmaken aan het college van burgemeester en schepenen;

Aangezien het College dit verslag overmaakt aan de Gemeenteraad,

Beslist akte te nemen van het algemeen verslag van de activiteit van de adviesraad van 2022.

---

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

41 **Question écrite de M. Desmet : l'ancien hangar de la Gare Uccle-Calevoet.**

---

**Schriftelijke vraag van de h. Desmet : de oude hangar van het station Ukkel-Kalevoet.**

---

42 **Question écrite de M. Cools : les arbres d'alignement.**

---

**Schriftelijke vraag van de h. Cools : de laanbomen.**

---

43 **Question écrite de M. Desmet : terrain non-bâti de la Chaussée d'Alseberg.**

---

**Schriftelijke vraag van de h. Desmet : onbebouwd terrein Alsebergsesteenweg.**

---

44 **Question écrite de M. Cools : l'éclairage de la rue Zandbeek.**

---

**Schriftelijke vraag van de h. Cools : de verlichting van de Zandbeekstraat.**

---

45 **Question écrite de M. De Bock : les infractions concernant les piétons/vélos/trottinettes/motos/autos/camionnettes/camions.**

---

**Schriftelijke vraag van de h. De Bock : overtredingen met betrekking tot voetgangers / fietsen / steps / motoren / auto's / bestelwagens / vrachtwagens.**

---

46 **Question écrite de M. De Bock : les amendes concernant les vélos et trottinettes mal-garés.**

---

**Schriftelijke vraag van de h. De Bock : de boetes voor verkeerd geparkeerde steps en fietsen.**

---

47 **Question écrite de M. De Bock : rémunération du cabinet du Bourgmestre. (Complémentaire)**

---

**Schriftelijke vraag van de h. De Bock : bezoldigingen van het kabinet van de Burgemeester. (Aanvullend)**

---

48 **Question écrite de M. De Bock : horodateurs avenue Adolphe Dupuich et rue Roberts Jones. (Complémentaire)**

---

**Schriftelijke vraag van de h. De Bock : de parkeermeters Adolphe Dupuichlaan en Roberts Jonesstraat. (Aanvullend)**

---

49 **Interpellation de M. Cools : la réouverture de la chaussée de Drogenbos.**

---

**Interpellatie van de h. Cools : de heropening van de Drogenbossesteenweg.**

---

50 **Interpellation de M. Cools : la politique de densification.**

---

**Interpellatie van de h. Cools : het verdichtingsbeleid.**

---

51 **Interpellation de M. Godefroid : "modal budgeting"**

---

**Interpellatie van de h. Godefroid : "modal budgeting"**

---

52 **Question orale de M. De Bock : composition du cabinet du Bourgmestre.**

---

**Mondelinge vraag van de h. De Bock : samenstelling van het kabinet van de Burgemeester.**

---

53 **Question orale de M. Desmet : l'apprentissage de l'utilisation du GSM dans les écoles communales.**

---

**Mondelinge vraag van de h. Desmet : het aanleren van het gebruik van mobiele telefoons in de gemeentescholen.**

---

54 **Question orale de M. Desmet : le devenir du terrain de la SLRB, rue François Vervloet. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Desmet : de toekomst van het terrein van de BGHM in de François Vervloetstraat. (Aanvullend)**

---

55 **Question orale de Mme Van Offelen : la mise en sens unique de la rue Edith Cavell. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van Mevr. Van Offelen : eenrichtingsverkeer in de Edith Cavellstraat. (Aanvullend)**

---

56 **Question orale de M. Van de Cauter : la protection du patrimoine uclois. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Van de Cauter : de bescherming van het Ukkels patrimonium. (Aanvullend)**

---

57 **Question orale de Mme Lederman : la limitation des nuisances liées aux chantiers. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van Mevr. Lederman : het beperken van de overlast door de werven. (Aanvullend)**

---

58 **Question orale de Mme Kokaj : gestion et communication des travaux dans le quartier du**

---

**Homborch. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : beheer en communicatie betreffende de werven in de Homborchwijk. (Aanvullend)**

---

**59 Question orale de M. Hayette : le plan de circulation pendant les travaux de la Chaussée d'Alseberg. (Complémentaire)**

---

**Mondelinge vraag van de h. Hayette : het verkeersplan gedurende de werken Alsebergsesteenweg. (Aanvullend)**

Projet - Ontwerp